

L'ENSEIGNEMENT MEDICAL A LYON DE 1789 A 1821

NAISSANCE DE L'ECOLE SECONDAIRE DE MEDECINE

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 21 Mai 1965

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Alain HORVILLEUR

Ancien Externe des Hôpitaux de Lyon

Né le 14 Mai 1939, à PARIS-14^e (75)



LYON

Imprimerie BOSC Frères
42, quai Gailleton, 42

1965

L'ENSEIGNEMENT MEDICAL A LYON DE 1789 A 1821

NAISSANCE DE L'ECOLE SECONDAIRE DE MEDECINE

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

et soutenue publiquement le 21 Mai 1965

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Alain HORVILLEUR

Ancien Externe des Hôpitaux de Lyon

Né le 14 Mai 1939, à PARIS-14° (75)



LYON

Imprimerie BOSC Frères
42, quai Gailleton, 42

—
1965

FACULTE MIXTE DE MEDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

PERSONNEL DE LA FACULTE

Doyens Honoraires	M. J. LEPINE, Membre de l'Institut. M. H. HERMANN, Correspondant de l'Institut.
Doyen	M. J.-F. CIER.
Assesseurs	MM. M. LEVRAT et L. REVOL.
Professeurs Honoraires :	MM. PATEL, LEPINE, TRILLAT, MOURQUAND, MAZEL, GARIN, GATE, MARTIN, GABRIELLE, SANTY, DUCLOS, GUILLEMINET, HERMANN, ROCHET, POLLOSSON

PROFESSEURS

Clinique urologique	MM. CIBERT.	Clinique chirurgicale or- thopédique et trauma- tologique	MM. CREYSEL.
Physique biologique	PONTHUS (dét. à Bey- rout).	Clinique carcinologique ..	DARGENT.
Clinique neuro-psychiatri- que et hygiène mentale	DECHAUME.	Anatomie pathologique ..	GUICHARD.
Chimie organique et toxi- cologie	CHAMBON.	Pathologie générale et ex- périmentale	GIRARD Paul.
Clinique chirurgicale P ..	WERTHEIMER.	Anatomie	LATARJET.
Clinique médicale B	PAUPERT- RAVAULT.	Pathologie chirurgicale ..	PEYCELON.
Clinique et prophylaxie cardio-vasculaires	FROMENT	Clinique médicale D	GIRARD Marcel.
Clinique médicale C	CROIZAT.	Pathologie médicale	VACHON.
Chimie biologique et médi- cale	ENSELME.	Physio-pathologie des voies respiratoires	GALY.
Clinique chirurgicale A ..	MALLET-GUY.	Radiologie	PAPILLON.
Pharmacie galénique	REVOL.	Clinique médicale infantile et hygiène du 1 ^{er} âge .	JEUNE.
Clinique obstétricale	PIGEAUD.	Hydrologie thérapeutique, climatologie et écologie sociale	GONIN.
Médecine du travail	BOURRET.	Bactériologie	MONNET.
Clinique médicale A	LEVRAT.	Physiologie et pathologie obstétricales	BANSSILLON.
Hygiène et action sanitaire et sociale	SOHIER.	Physiologie B	CHATONNET.
Botanique et cryptogamie .	NETIEN.	Clinique endocrinologique .	GUINET.
Clinique chirurgicale C ..	BERTRAND.	Clinique de chirurgie ortho- pédique	TRILLAT
Chimie analytique phar- macutique	BADINAND.	Clinique stomatologique .	FREIDEL.
Pharmacie chimique et pharmacologie	DREVON.	Clinique de chirurgie et d'orthopédie infantiles .	MARION Joseph.
Médecine légale et déon- tologie	ROCHE.	Matière médicale et légis- lation pharmaceutique .	DORCHE.
Parasitologie et pathologie exotique	COUDERT.	Histologie et embryologie .	DUMONT Louis.
Clinique d'oto-rhino-laryn- gologie et d'audio-pho- nologie	MOUNIER- KUHN.	Chimie	PERROT.
Clinique ophtalmologique .	PAUFIQUE.	Physiologie A	CIER J.-F.
Clinique de dermatologie, syphiligraphie et aller- gologie	THIERS.	Thérapeutique chirurgicale et chirurgie opératoire .	PERRIN J.
Clinique de pneumo-phti- siologie	BRUN.	Clinique de chirurgie car- diaque	MICHAUD Pierre.
		Clinique médicale infantile	SARROUY Ch.
		Clinique des maladies in- fectieuses	X...
		Biologie médicale et phar- macodynamie	X...
		Clinique gynécologique ..	X...
		Thérapeutique	X.

PROFESSEURS A TITRE PERSONNEL

Physique nucléaire appliquée à la médecine	MM. BERGER.
Bactériologie	BERTOYE.
Neuro-chirurgie	MANSUY.
Chimie générale et pharmaceutique	COLLET.
Hygiène et climatologie	LACROIX.
Clinique chirurgicale propédeutique	LIARAS.
Neuro-chirurgie	LECUIRE.
Médecine générale	REVOL.
Thérapeutique chirurgicale	GOINARD.
Pharmacie chimique et Pharmacologie	CIER André.
Médecine générale	PONT Maurice.
Médecine générale	TRAEGER.

PROFESSEURS SANS CHAIRE

Parasitologie	MM. ROMAN.
Anatomie pathologique	FEROLDI.
Physique biologique	MORET.
Botanique et cryptogamie	ODDOUX.
Chimie analytique	de SOLLIERS.
Médecine générale	DESPIERRES.
Médecine du travail	TOLOT.
Parasitologie	GARIN.

MAITRES DE CONFERENCES AGREGES TITULAIRES

Chimie biologique	MM. CREYSEL Roger.	Anesthésiologie	MM. MICHEL.
Hygiène	THIVOLET.	Pédiatrie et puériculture ..	FRANÇOIS.
Electro-radiologie	PINET.	Chirurgie générale	MICHOULIER.
Neuro-psychiatrie	GUYOTAT.	Dermatologie	COLOMB.
Chirurgie générale	DESCOTES.	Médecine générale	LAMBERT.
Pathologie expérimentale ..	JOUVET.	Médecine générale	FRIES.
Physique biologique	PEYRIN.	Pédiatrie	GILLY.
Anatomie pathologique ..	TOMMASI.	Médecine générale	ROBERT.
Electro-radiologie	BUFFARD.	Anatomie	BOUCHET.
Médecine générale et thé-		Pédiatrie	BETHENOD.
rapeutique	LEJEUNE.	Immunologie, sérologie, hé-	
Stomatologie	de MOURGUES F.	matologie	GERMAIN.
Maladies infectieuses	NAUSSAC.	Pédiatrie	LARBRE.
Chirurgie générale	REBOUILLAT.	Chirurgie générale	SOUSTELLE.
Pédiatrie	ROMAGNY.	Médecine générale	VIALA.
Médecine générale	DELAHAYE.	Bactériologie, parasitologie,	
Anesthésiologie	DELEUZE.	virologie	VINCENT.
Electro-radiologie diagnostic		Pneumo-phtisiologie	KALB.
et thérapeutique	GIRAUD.	Médecine légale	COLIN.

MAITRES DE CONFERENCES AGREGES STAGIAIRES

Dématologie	MM. FAVRE-GILLY.	Biologie médicale et phar-	
Histologie et embryologie ..	GIROD.	macodynamie	MM. FAUCON.
Chimie biologique	GRAS.	Physiologie	FLANDROIS.
Chimie analytique	MALLEIN.	Bactériologie	VIALIER-
Hygiène	RIFFAT.		RAYNARD.
		Pharmacie galénique	ROLLET.

AGREGES EN EXERCICE

Ophthalmologie	MM. BONAMOUR.	Orthopédie	MM. FAYSSÉ.
Chirurgie générale	de MOURGUES	Oto-rhino-laryngologie ..	GAILLARD.
	Georges.	Médecine générale	GARDE.
Médecine générale	DEVIC.	Ophthalmologie	HUGONNIER.
Obstétrique	DUMONT	Chirurgie générale	MARET.
	Martial.	Médecine générale	MORNEX.
Orologie	DURAND.	Médecine générale	NORMAND.
Chirurgie générale	FRANCILLON.	Médecine générale	PERRIN André.
Chirurgie générale	SAUBIER.	Stomatologie	DUMAS.
Neuro-psychiatrie	SCHOTT.	Obstétrique	GARMIER.
Neuro-chirurgie	ALLEGRE.	Médecine générale	NOEL.
Electro-radiologie	CHASSARD.	Orthopédie	SCHNEPP.

EXAMINATEURS DE LA THESE

**Président : M. J.-F. CIER ; Assesseurs : MM. ENSELME
ROCHE et GUILLET**

La Faculté de Médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner ni approbation, ni improbation.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A LA MEMOIRE DE MES PARENTS
ET DE MES GRANDS-PARENTS, MORTS EN DEPORTATION

A MES PARENTS ADOPTIFS

A LA MEMOIRE DE MON ONCLE
MONSIEUR GEORGES LEMMEL

A MADAME GEORGES LEMMEL

A MA FEMME

A MON FILS JEAN-LOUIS

A MADAME ET MONSIEUR MARCEL HORVILLEUR

A MADAME ET MONSIEUR ALBERT CRON

A LA MEMOIRE DE MON BEAU-PERE
MONSIEUR CLEMENT CHASSAGNETTE

A MADAME CLEMENT CHASSAGNETTE

AUX MIENS ET A MES AMIS

A NOTRE PRESIDENT DE THESE

Monsieur le Doyen J.-F. CIER

Il nous a fait le grand honneur de bien vouloir accepter la présidence du jury de notre thèse. Qu'il veuille bien trouver ici le témoignage de notre profond respect et de notre sincère gratitude.

A Monsieur le Professeur ENSELME

Professeur de chimie biologique

Il a eu l'obligeance de s'intéresser à notre travail et de nous ouvrir les portes de la bibliothèque du Musée de la Faculté de Médecine. Qu'il en soit respectueusement remercié.

A NOTRE MAITRE, Monsieur le Professeur ROCHE

Professeur de Médecine Légale

Après nous avoir initié à l'esprit de la Médecine Légale, il a bien voulu être une seconde fois notre juge. Notre reconnaissance lui est acquise.

A Monsieur le Professeur Agrégé GUILLET

Nous avons à plusieurs reprises bénéficié de son expérience. Sa présence auprès de nous au seuil de notre vie médicale nous est précieuse.

A Monsieur le Docteur PETOURAUD

Dont les vastes connaissances nous ont permis de mener à bien notre travail. Il a su orienter nos recherches et nous guider par ses conseils judicieux. Qu'il trouve ici l'expression de notre profonde gratitude.

A NOS MAITRES DANS LES HOPITAUX

Stages :

Monsieur le Professeur Agrégé CLAVEL (*in memoriam*)

Monsieur le Professeur Agrégé PLAUCHU

Externat :

Monsieur le Docteur GIRAUD

Monsieur le Professeur WERTHEIMER

Monsieur le Professeur POLLOSSON

Monsieur le Professeur J. MARION

Monsieur le Docteur LAGEZE

Monsieur le Professeur Agrégé VIGNON

Fonctions d'Interne :

Monsieur le Professeur SARROUY

A Monsieur LACOUR et à Monsieur COLLY

Qui ont aimablement mis à notre disposition les Archives départementales du Rhône et les Archives hospitalières.

A Madame et Monsieur J.-P. CORMIER

En signe d'amitié.

INTRODUCTION

L'histoire de l'enseignement médical à Lyon de 1789 à 1821 est celle d'une période de transition, faisant suite à l'enseignement de type Ancien Régime et préparant celui de l'époque moderne. Pour s'en convaincre, il n'est que de la replacer dans son contexte historique.

1. Sous l'Ancien Régime :

Il n'y avait pas de Faculté de Médecine à Lyon. On faisait ses études, soit sérieusement à Paris ou à Montpellier, soit symboliquement dans l'une des seize autres Universités. Le diplôme ainsi obtenu était réputé valable « *hic et ubique terrarum* ». En fait, si l'on venait à Lyon, il fallait encore se faire agréger auprès du Collège de Médecine.

Ce Collège, créé à la fin du xv^e siècle, dispensait bien, lui aussi, un enseignement, mais il était destiné aux chirurgiens et aux apothicaires, deux corporations dans lesquelles on entraînait sans études supérieures. En quelque sorte, pour utiliser une terminologie moderne, chirurgiens et apothicaires constituaient des « auxiliaires médicaux » chargés d'exécuter les ordonnances des médecins (mais en pratique les chirurgiens donnaient aussi des consultations).

A partir de 1775, le Collège de Médecine se vit concurrencé dans le domaine de l'enseignement par le Collège de Chirurgie ; cependant les Professeurs de ce dernier firent irrégulièrement leurs cours.

2. La période de transition (1789-1821) :

C'est cette période qui fait l'objet de la présente thèse. La Révolution, balayant les institutions de l'Ancien Régime, mit un terme à l'enseignement pratiqué avant elle : le décret de

l'Assemblée Nationale du 2 mars 1791 assura la liberté des professions sans nécessité de diplôme ; celui du 18 août 1792 supprima les corporations, même celles vouées à l'enseignement ; enfin le décret de la Convention du 15 septembre 1793 fit disparaître les « collèges de plein exercice et les facultés de théologie, de médecine, des arts et de droit ».

Mais l'on s'aperçut rapidement qu'une telle liberté laissait le champ libre à toutes sortes de charlatans et le législateur, dans un second temps, s'attacha à réorganiser l'enseignement. Sur le plan de la Médecine, quatre dates sont à retenir :

Le 14 Frimaire an 3 (4 décembre 1794) un décret de la Convention créa des écoles de Médecine à Paris, Montpellier et Strasbourg. Il s'agissait surtout, à l'époque, (article premier du décret) « de former des officiers de santé pour le service des hôpitaux militaires et de marine » : selon le rapport de Fourcroy (1), plus de 600 officiers des armées étaient morts à la guerre et il fallait pourvoir à leur remplacement. Ces études n'étaient pas sanctionnées par un diplôme.

La loi du 19 Ventôse an 11 (10 mars 1803) réglementa la profession en distinguant : les docteurs (en médecine, en chirurgie) reçus dans les écoles spéciales et pouvant exercer sur toute l'étendue de la République, et les officiers de santé qui devaient avoir étudié : soit six ans auprès d'un docteur, soit cinq ans dans un hôpital, soit encore trois ans dans une école de Médecine (contre cinq ans et la thèse dans cette même école pour les docteurs en médecine ou en chirurgie). Après leurs études les officiers de santé devaient être reçus par un jury départemental. Ils ne pouvaient exercer que dans le département où ils avaient été reçus (2). Jusqu'à la promulgation de cette loi les anciennes Facultés avaient fonctionné sur le mode provisoire.

Le décret du 20 Prairial an 11 (9 juin 1803) créa trois nouvelles écoles de Médecine, à Turin, Mayence et Bruxelles.

Enfin le décret impérial du 17 mars 1808 institua l'Université et y intégra les six écoles de Médecine.

(1) *Le Moniteur Universel* du 16 Frimaire an 3, page 320.

(2) Les officiers de santé ne seront supprimés que par la loi du 30 novembre 1892.

A côté de ces centres officiels d'enseignement médical, les grands hôpitaux eurent bientôt leurs cours, sauf à Lyon où il n'y eut pas d'enseignement complet avant 1821. Il ne faut cependant pas croire que la période 1789-1821 est pauvre en événements sur le plan de l'enseignement médical. La chirurgie était professée, et de nombreuses tentatives furent faites pour établir des cours de médecine. Mais ce n'est qu'en 1821 que l'enseignement fut régularisé par la création de l'Ecole secondaire de Médecine. Cet état de chose explique le plan en deux parties qui résume la présente thèse :

PREMIÈRE PARTIE (1789-1819) : les diverses tentatives dans le domaine de la chirurgie, de l'obstétrique et de la médecine.

DEUXIÈME PARTIE (1819-1821) : la création de l'Ecole secondaire de Médecine.

3. La période moderne :

A partir de la création de l'Ecole secondaire l'enseignement médical lyonnais fonctionna de façon officielle avec successivement :

— 1821-1841 : Ecole secondaire de Médecine.

— 1841-1877 : Ecole préparatoire de Médecine et de Pharmacie.

— 1877 : Ouverture de notre Faculté de Médecine.

PREMIÈRE PARTIE

**L'ENSEIGNEMENT MEDICAL A LYON
DE LA REVOLUTION A LA VEILLE DE LA CREATION
DE L'ECOLE SECONDAIRE DE MEDECINE DE LYON
(1789-1819)**

CHAPITRE PREMIER

L'ENSEIGNEMENT DE LA CHIRURGIE

Selon la branche considérée, les cours furent plus ou moins bien faits ; c'est pourquoi, si la division est banale, il faut néanmoins étudier séparément l'enseignement de la chirurgie, de l'obstétrique et de la médecine.

Il est nécessaire de débiter par la chirurgie car son enseignement est le plus ancien des trois, le mieux fait et le plus célèbre. On admet généralement que Marc-Antoine Petit fut le fondateur des cours modernes de chirurgie. C'est exact en ce sens qu'il donna à l'enseignement de sa spécialité l'impulsion indispensable pour qu'il fût brillant, même après sa retraite ; mais ceci ne doit pas laisser croire qu'avant lui rien n'était fait dans ce domaine.

1. L'enseignement de la chirurgie à l'Hôtel-Dieu

En effet, les cours de chirurgie ont toujours existé au sein de l'Hôtel-Dieu, mais ils avaient un caractère privé et étaient destinés aux élèves en chirurgie et aux sœurs, comme l'indique le règlement de 1785 : « Le chirurgien en chef fera tous les ans des cours d'anatomie, d'opérations et de bandages, pour l'instruction des Elèves ; et un cours d'accouchemens pour celle des sœurs employées et destinées à ce département. » Le souci des administrateurs était de voir l'hôpital fonctionner correctement ; pour cela, ils avaient besoin, entre autres *employés* (il faut insister sur ce terme qui reflète l'esprit de l'époque), d'internes et de sœurs et, naturellement, ils les désiraient parfaitement qualifiés. Il faut voir dans ce point précis l'origine des cours à l'Hôtel-Dieu. L'optique philanthropique de l'hôpital se bornait au bien-être des malades ; elle n'était pas de former des chirurgiens.

Cependant, selon la personnalité du chirurgien-major en exercice, l'enseignement était plus ou moins bien réalisé. En particulier le prédécesseur immédiat de Marc-Antoine Petit, Jean-Vincent Rey, se faisait tirer l'oreille en raison de sa négligence : « Considérant combien il est essentiel que le service de la chirurgie soit fait avec exactitude, le Bureau charge spécialement M. Vachon de surveiller conjointement et séparément avec M. Pressavin ce service ainsi que d'enjoindre au major et aux élèves en chirurgie de suivre strictement les règlements faits précédemment sur cette partie et notamment au major de s'occuper des cours d'instruction envers les élèves qui lui sont prescrits par le même règlement » (3).

Malgré son manque d'enthousiasme pour l'enseignement, c'est sous le majorat de Jean-Vincent Rey que les cours, au moins sur le papier, devinrent publics. On se mit à admettre quelques élèves externes ; on doit seulement entendre par là des étudiants logeant en ville et venant à l'Hôtel-Dieu dans la journée pour aider les internes : le concours de l'externat ne date que de 1871. Les externes de l'époque peuvent d'ailleurs se diviser en deux catégories : les élèves externes proprement dits, venant par faveur s'inscrire à l'hôpital, et les élèves expectants, internes désignés au dernier concours, mais attendant qu'une place soit vacante pour entrer en fonction ; dans l'intervalle, ils remplacent les internes malades ou absents.

Bien qu'aucun règlement ni aucun almanach ne fasse mention des élèves externes, ils ont à coup sûr fréquenté l'Hôtel-Dieu sous le majorat de Rey. Le 10 mai 1793, le Directoire du Département du Rhône signale (4) avoir reçu une délégation des élèves externes en chirurgie ; ceux-ci se plaignent de ne plus être admis au pansement des femmes blessées (on ne séparait pas les malades en médicaux et chirurgicaux, mais en « fiévreux » et « blessés »). Le Directoire prie les recteurs de mettre dans la balance la nécessité d'étudier l'art de guérir et les abus qui pourraient résulter de la présence des externes auprès des femmes blessées. Le 16 mai, le bureau de l'Hôtel-Dieu répond (4) que depuis un an des inconnus usurpent le titre d'externes pour pénétrer auprès des femmes blessées et faire « souffrir par d'indécentes plaisante-

(3) Archives hospitalières, E.H.D. 100, page 17, verso.

(4) Arch. hosp. E.H.D. 344, page 128, recto.

ries la pudeur de plusieurs malades ». L'interdiction ne faisait que rétablir l'ancien ordre des choses interrompu depuis quelques années ; et plus loin : « Toujours empressés de procurer aux Elèves tous les moyens d'instruction qui peuvent se concilier avec les règles prescrites (*sic*) et nos devoirs, nous venons de rétablir les cours de chirurgie qui étaient abandonnés depuis très longtemps et le chirurgien-major donne deux leçons par semaine ; ces leçons étant publiques tous les Externes qui se présentent y sont admis librement ainsi qu'à d'autres instructions accidentelles qui sont fréquentes. De plus, l'administrateur chargé du département de la chirurgie est autorisé à accorder des billets d'entrée pour les grandes opérations sur les deux sexes aux élèves externes qui se font connaître et qui manifestent un désir sincère de faire des progrès dans leur art. Le nombre en est et doit être limité ; car on a reconnu que dans ces cas l'affluence des témoins a souvent augmenté l'inquiétude et les souffrances des malades qu'on opère et leur est devenu funeste ; notre premier devoir est de pourvoir au bien-être et à la tranquillité des pauvres malades... » Or Jean-Vincent Rey avait commencé le 17 avril 1792 (5) les cours ordonnés par le règlement du 31 décembre 1791 (qui ne faisait que reprendre une tradition). La lettre ci-dessus fut donc écrite après un mois d'enseignement. Est-ce que le chirurgien-major poursuivit son effort pendant les deux ans qui lui restaient à passer à l'Hôtel-Dieu ?

Quoi qu'il en soit, c'est Marc-Antoine Petit qui transforma un enseignement obligatoire et fait à contre-cœur, s'il fut fait, en un cours brillant et célèbre. Selon le mot de M. le Doyen Hermann (6), il fut « le *rénovateur* de l'enseignement chirurgical lyonnais ».

Avant d'entrer dans le détail de son rôle, nous voulons apporter une précision sur la date de début de son majorat. Lors du siège de Lyon, contrairement à cinq des six médecins de l'Hôtel-Dieu (7) Marc-Antoine Petit, alors aide-major, resta à son poste, d'abord à l'Hôtel-Dieu puis dans la maison des

(5) Arch. hosp. E.H.D. 100, p. 22, verso.

(6) Henri Hermann. *Histoire de la Faculté de Médecine, Lyon et la Médecine*. N° spécial de la Revue Lyonnaise de Médecine. 1958, page 223.

(7) Arch. hosp. Boîte « 454 », intitulée « Majors et aides-chirurgiens », salle des Archives modernes. Ce fait a été publié par J. Drivon. *Les anciens hôpitaux de Lyon. Petits hôpitaux divers*, page 14.

Deux-Amants et dans celle de l'Observance où malades et blessés furent transportés après le bombardement de l'Hôtel-Dieu. Il dut donc disparaître à la chute de la ville, pour éviter l'emprisonnement ou la mort. Ses biographes lui font reprendre son activité hospitalière comme chirurgien-major à la date du 4 décembre 1793. En fait, il ne prit son poste que le 21 avril 1794. Trois sortes d'arguments permettent de soutenir cette affirmation :

— 1° Marc-Antoine Petit n'a pas touché de traitement entre le 1^{er} janvier et le 20 avril 1794. Il y a une lacune entre les deux versements suivants : 9 Pluviôse an 2 (28 janvier 1794) : « Autre pour le citoyen Petit aide-major de cet hôpital suivant sa quittance, de la somme de cent cinquante livres pour les six derniers mois de l'année 1793... » (8).

29 Floréal an 3 (18 mai 1795) : « Autre pour le citoyen Petit, chirurgien en chef de cet hospice, de la somme de huit cents livres, savoir 400 l. pour huit mois échus le 1^{er} nivôse dernier, de son traitement sur le pied de 600 l. par an ; et pareille somme pour quatre mois de son traitement, depuis led. jour 1^{er} nivôse jusqu'au 1^{er} floréal exclusivement, à raison de 1200 l. par an à cause de l'indemnité accordée par la loi du 4 pluviôse... » (9). Le 1^{er} nivôse an 3 étant le 21 décembre 1794, un recul de huit mois nous ramène au 21 avril 1794.

— 2° Jean-Vincent Rey a vu son majorat prolongé au-delà de la date prévue. Il l'avait commencé le 4 décembre 1787 (10). Comme tous les chirurgiens en chef de l'époque, il devait passer six ans à l'Hôtel-Dieu et aurait donc dû terminer le 4 décembre 1793 (ce qui explique l'erreur des biographes de Marc-Antoine Petit). Or le 13 Germinal an 2 (2 avril 1794) le bureau arrêta que « le citoyen Rey continuera la fonction de Major et que ses honoraires datteront (*sic*) du lendemain du jour où il a finy son premier majorat, le Bureau se réservant de faire parmi les officiers de santé les changements que le bien de

(8) Arch. hosp. E.H.D. 94, page 144 verso ; confirmé par : E.H.D. 195, page 3.

(9) Arch. hosp. E.H.D. 95, page 62 verso ; confirmé par : E.H.D. 195, p. 68 verso. La loi du 4 Pluviôse an 3 accordait une indemnité aux fonctionnaires et assimilés à partir du 1^{er} Nivôse an 3 (*Moniteur Universel* du 6 Pluviôse an 3, page 520).

(10) Arch. hosp. F.H.D. 11, page 33.

l'hospice nécessitera » (11). Or il reçut le 26 Brumaire an 3 (16 novembre 1794) « la somme de cinq cent quatre-vingts trois livres six sols pour le service qu'il a fait en qualité de chirurgien en chef depuis le 4 décembre 1793 jusqu'au 25 avril dernier... » (12).

— 3° En plus de cette absence de Marc-Antoine Petit, provisoirement remplacé selon la tradition par son prédécesseur (puisque'il n'y avait pas d'aide-major), on peut faire une analogie avec l'absence de Chavanne, médecin de l'Hôtel-Dieu depuis le 16 janvier 1792 (13). Au moment du siège de Lyon, il fut le seul médecin à qui le bureau n'écrivit pas pour protester contre son absence. Drivon (14) pense à juste titre qu'il dut donc assurer ses fonctions. Or il fut obligé de s'absenter de Lyon et ne retrouva son poste qu'après le 9 Thermidor, le 29 Prairial an 3 (17 juin 1795) (15). Donc, si l'attitude de Petit et Chavanne fut la même pendant le siège, on peut admettre que le chirurgien dut lui aussi quitter la ville avant de prendre son service. Sans doute put-il se justifier plus facilement puisqu'il prit son poste à l'Hôtel-Dieu avant le 9 Thermidor, le 21 avril 1794.

Au début il se borna à faire les cours traditionnellement professés aux internes. Mais après un peu plus d'un an, son enseignement fut ouvert aux étudiants du dehors et peut-être à certains praticiens qui voulaient se perfectionner. A partir du 5 décembre 1795, il inaugura ses cours annuels par une leçon publique qui était toujours très appréciée.

Devant le succès de son enseignement, on fut même obligé de le réglementer. C'est là l'origine du « règlement relatif à l'établissement d'un cours public chirurgical » signalé par Dagier (16) et Rochaix (17). En voici le texte, jusqu'ici inédit (18) :

(11) Arch. hosp. E.H.D. 350 bis, page 2 verso.

(12) Arch. hosp. E.H.D. 94, page 299 recto.

(13) Arch. hosp. E.H.D. 100, page 21.

(14) Drivon, ouvrage cité.

(15) Arch. hosp. E.H.D. 19, page 34 verso. On l'avait déjà réintégré le 29 Frimaire an 3 (19 décembre 1794), puis suspendu provisoirement dix jours plus tard afin de prendre des renseignements auprès des corps administratifs (E.H.D. 350 bis, page 5 verso).

(16) Et. Dagier. *Histoire chronologique de l'Hôpital général et grand Hôtel-Dieu de Lyon*, tome II, page 370.

(17) A. Rochaix. *L'enseignement des sciences médicales et pharmaceutiques à Lyon de 1792 à 1821*, page 40.

(18) Arch. hosp. Registre de la commission administrative des hospices civils n° 1 (28 Ventôse an 5 - 9 Messidor an 7), page 38.

« Séance du 4 Brumaire an 6 (25 octobre 1797), hospice des malades... Le Règlement relatif à l'établissement d'un cours public chirurgical a été discuté et arrêté ainsi qu'il suit en présence des citoyens Carre (t) officier de santé, Petit et Cartier, officiers de santé en chef de cet hospice (19). Règlement pour l'établissement provisoire d'un cours public de Chirurgie à l'hospice des malades.

— 1° Le lieu de l'enseignement est assigné dans la chambre des appareils et l'amphithéâtre est maintenu dans son local habituel.

— 2° Les professeurs établiront l'heure des cours de telle manière que l'heure du dîner ne soit pas intervertie ; celui des élèves étant fixé à midi précis.

— 3° Chaque élève inscrit pour suivre le cours sera tenu de donner son nom au Directeur de l'hospice qui, moyennant une rétribution de 30 l. lui délivrera une carte d'entrée qui l'exemptera du péage de la barrière pendant la durée du cours en l'exhibant aux sœurs de la barrière.

NOTA. — Les Professeurs ont offert le sacrifice individuel et momentané de leurs appointements en qualité d'officiers de santé en chef dudit hospice et le quart du produit de la rétribution qu'ils retireront de leur enseignement pendant les cours : la commission a accepté cette offre avec reconnaissance.

— 4° A la fin de chaque séance ou leçon les cadavres seront emballés par les élèves qui avertiront les employés de l'hospice préposés à leur enlèvement.

— 5° Il sera délivré sur les bons des Professeurs visés du Directeur ou d'après son ordre tous les cadavres qui seront utiles à l'Enseignement.

— 6° Les élèves externes seront tenus de sortir de l'hospice en toute saison à six heures du soir.

— 7° Le jour de l'ouverture du cours est fixé au 13 Brumaire à trois heures de relevée : il sera écrit à cet effet une

lettre d'invitation aux autorités constituées civiles et militaires et le cit. Petit prononcera un discours d'inauguration analogue.

Surabondamment, les officiers de santé en chef ont été invités à prescrire aux élèves internes de ne pas se faire remplacer par des élèves externes dans les pansements journaliers, saignées ou applications de remèdes aux fiévreux, pour pouvoir rendre compte au Médecin de visite (20) de l'effet du remède et de l'état du malade. Et il a été arrêté que le concours annuel et interne des élèves sera rétabli (21) sur les matières du cours, et qu'il sera adjugé au plus capable un prix d'encouragement. »

Le succès des cours de Marc-Antoine Petit était dû au fait qu'il apportait à Lyon une nouvelle méthode d'enseignement, inspirée de celle de son maître Pierre-Joseph Desault, ancien chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu de Paris, en créant, comme il le dit lui-même dans la préface de son « *Essai sur la Médecine du cœur* », une « école de chirurgie clinique ». Dans le même ouvrage (22) il expose d'une façon très claire sa pensée sur l'enseignement clinique : « Il faut donc, dans l'enseignement de la médecine, ne jamais séparer la spéculation de l'exercice ; il faut, autant qu'il est en soi, rendre la science oculaire, et la dégager de la conjecture et de l'opinion. Les moyens ne nous manqueront point pour un tel ouvrage ; nous continuerons d'examiner en commun toutes les maladies importantes dont le traitement est confié à nos soins : là, nous retrouverons vivant le précepte que nous vous aurons donné la veille ; là, les yeux et les doigts recevront une leçon plus certaine ; aucun fait n'échappera à vos recherches ; et par l'étendue du tableau que vous aurez à parcourir, vous acquerrez, en peu d'années, cette délicatesse du tact, cette sûreté de jugement, cette provision d'expérience et de faits qui créent le praticien consommé, et qui, par l'ordre suivi jusqu'à ce jour dans cet hôpital, avait semblé devoir être le patrimoine exclusif des chefs. »

L'almanach de l'an 6 précise la nature des cours faits à l'Hôtel-Dieu : anatomie (et ses diverses parties : ostéologie, myologie, névrologie, angéiologie, splachnologie), physiologie,

(20) Une partie des Elèves en chirurgie était, en effet, affectée aux services médicaux. C'est là l'origine des internes en médecine.

(21) Il s'agit du traditionnel concours d'émulation entre les internes.

(22) Marc-Antoine Petit. *Essai sur la médecine du cœur*. Discours sur la manière d'exercer la bienfaisance dans les hôpitaux, page 163.

pathologie, chirurgie opératoire. Marc-Antoine Petit était « professeur pour les opérations » : il se chargeait ainsi de la partie clinique de l'enseignement tandis que son aide-major Louis-Vincent Cartier enseignait les sciences fondamentales (anatomie, physiologie et pathologie). Pierre-Etienne Martin, dit « le jeune », jusqu'à son entrée à la Charité comme chirurgien en chef (28 Vendémiaire an 6 - 19 octobre 1797) était leur répétiteur.

A côté des cours proprement dits, Marc-Antoine Petit eut le souci de tout ce qui pouvait améliorer la qualité des études, ainsi qu'en témoigne une pétition non datée qu'il adressa à l'administration conjointement avec Cartier (23). Ce dernier, signalant dans sa signature sa qualité d'aide-major, la pétition est postérieure au 5 août 1794, date de sa nomination à ce poste (24). Elle est, d'autre part, antérieure au 26 octobre 1795, dernier jour d'existence de la Convention, puisqu'elle débute en parlant de cette assemblée au présent : « Citoyens administrateurs, dans un moment où la Convention nationale rappelle tous les citoyens à l'instruction et aux arts, nous avons pensé qu'il était du devoir de ceux que vous avez appelé à la surveillance de la chirurgie dans cet hôpital de vous présenter quelques vues propres à rendre l'une plus facile en encourageant les autres... » Puis les pétitionnaires réclament : un amphithéâtre garni de bancs, un cabinet d'anatomie formé de pièces dont la préparation serait rendue obligatoire pour les élèves, le rapprochement du droguier du cabinet d'anatomie car il est inutilement conservé dans la pharmacie, des armoires pour les instruments de chirurgie, une bibliothèque de médecine, la nomination de cinq élèves externes au concours pour un an afin de seconder les internes qui sont débordés. Un passage de cette pétition est particulièrement remarquable : « Vous pourriez faire ouvrir dans le corridor trois des boutiques du quai les plus voisines du dépôt des morts. Dans celle du milieu on placerait l'amphithéâtre pour les leçons et les démonstrations, la salle de dissection occuperait un des côtés, et l'autre serait consacré à recevoir les pièces d'anatomie, le droguier, la collection des instruments et la bibliothèque. » Cette conception de locaux juxtaposés pour

(23) Arch. hosp. F.H.D. 295.

(24) Arch. hosp. F.H.D. 5, page 8.

servir à l'enseignement est remarquable. Malheureusement la pétition aura peu d'effet immédiat. L'amphithéâtre pour les leçons ne sera ouvert que lors de la création de l'École secondaire de Médecine. La bibliothèque de Médecine, accordée par le Représentant Poullain-Grandprey (25) ne sera pas constituée. En revanche, le cabinet d'anatomie aurait pu l'être grâce à l'arrêté du bureau de l'Hôtel-Dieu du 22 Ventôse an 4 (12 mars 1796) qui prévoyait la réalisation d'une pièce d'anatomie par les élèves, l'aide-major, et même le chirurgien-major au moment des inscriptions pour les concours et lors de la sortie de l'hôpital (26). A la fin de son majorat, Marc-Antoine Petit avait réuni deux cents pièces d'anatomie (27), mais il n'avait pas obtenu la salle devant permettre de les conserver. Il se retira donc ulcéré dans la médecine privée avec les pièces d'anatomie accumulées, mais l'administration les lui réclama (28). Sa réponse donne une idée juste des efforts qu'il avait fait en faveur de l'enseignement durant sa carrière hospitalière (29) :

« Citoyens administrateurs,

Conformément à votre lettre du 16 Nivôse, j'ai fait remettre au citoyen Cartier les pièces d'anatomie dont j'étais possesseur. Si leur nombre ne paraît pas complet, c'est que la plupart étant mal préparées se sont altérées par les insectes, ayant été obligé de les sortir de mon appartement à raison de la mauvaise odeur ; l'administration ne m'aurait pas soupçonnée (sic) de vouloir priver les élèves de cet avantage si elle se fut rappelée (sic) : 1° que c'est moi qui ai sollicité ce règlement ; 2° qui ai organisé l'instruction qui n'existait qu'en projet ; 2° (sic) qui avais obtenu pour prix de mes soins auprès du représentant Poulain-Grandpré une bibliothèque de médecine pour l'hospice ; 3° qui avais engagé l'administration à faire préparer sous le dôme pour le cabinet le local où l'on a mis les charpentiers ; 4° que sur la croyance que ce cabinet

(25) Poullain-Grandprey. *Arrêté relatif à l'ouverture d'une bibliothèque publique et à la conservation des monuments des Sciences et Arts*, 23 Brumaire an 4 (14 novembre 1795). Imprimé.

(26) Arch. hosp. E.H.D. 19, page 40.

(27) Marc-Antoine Petit. Ouvrage cité, page 156, note.

(28) Arch. hosp. Registre de délibérations de la commission administrative des Hospices civils. N° 2 (13 Messidor an 7 - 6 Fructidor an 8), page 110.

(29) Arch. mun. Manuscrit 1034 (N° 11514 du catalogue Vingtrinier du Fonds Coste).

serait fondé, j'ai dépensé soixante louis pour une statue d'écorché qui est resté (sic) au comité jusques à ma sortie, pour le buste de Desaut que j'avais fait venir de Paris, pour la préparation de plus de deux cent (sic) pièces fruit de mon travail particulier, et que j'avais décrites et consignées dans deux manuscrits in folio écrits par moi-même et que j'ai présenté (sic) deux fois à l'administration pour solliciter son zèle en encourageant le mien. Que tout ce travail suivi pendant six ans existe, que j'attachais quelque prix à être le fondateur de ce cabinet, et que je n'ai regretté aucun sacrifice d'argent ni de temps mais j'avoue que dans l'impuissance où l'administration s'est trouvée de me seconder je n'ai point voulu laisser après moi un long travail que je connaissais seul et pouvais seul mettre dans l'ordre convenable. J'ai donc emporté ma statue d'écorché, le buste de Desaut, mes pièces et mes manuscrits. Si cependant l'administration se décidait à disposer l'emplacement de dessous le dôme ou le comité que j'avais demandé pour un cabinet, j'abandonnerais en entier ma précieuse collection pour l'instruction publique, ne demandant pour faveur qu'une clef du cabinet et le droit d'une inspection nécessaire à la conservation même des pièces, dont l'ensemble avec tout ce que j'ai joint a, suivant moi et tous (sic) les connaisseurs une valeur de plus de quatre mille livres.

Je prie donc l'administration de rester persuadé (sic) que celui qui a montré ainsi quelque zèle pour le bien public, du désintéressement, et quelque amour pour la gloire a été incapable d'avoir des vues spoliatrices.

Recevez, Citoyens administrateurs, mon respect et mon inépuisable reconnaissance.

Petit. D.m.m. »

Une feuille annexe porte les indications suivantes :

« Liste des pièces d'anatomie que le Citoyen Petit a fait remettre au Citoyen Cartier ; lesquelles se trouvent en ce moment dans le cabinet de la majorité.

1° Un squelette naturel d'enfant.

2° *Idem* - même grandeur.

3° Une extrémité supérieure avec ses nerfs, ses vaisseaux sanguins et ses muscles.

4^e Un bassin d'homme avec quelques-uns des organes urinaires et de la génération injectés.

Lyon, le 3 Pluviôse l'an 8 de la République. »

Sur le plan des réalisations pratiques, Marc-Antoine Petit, malgré ses idées intéressantes ne fut donc pas suivi par l'administration de l'époque. Cependant l'impulsion qu'il donna à l'école lyonnaise de chirurgie fut si efficace qu'elle lui survécut : ses successeurs continuèrent son œuvre professorale. Les almanachs de Lyon, à partir de l'an 10 considèrent d'ailleurs l'Hôtel-Dieu comme « une des premières écoles de chirurgie de France ». En fait il faut bien dire qu'au fil des années les professeurs abandonnèrent une partie des cours (30). Si les sciences fondamentales furent toujours démontrées avec brio, les leçons de clinique devinrent peu à peu occasionnelles (31).

Néanmoins, il y eut toujours une belle fréquentation de l'Hôtel-Dieu par les étudiants. La réputation de l'école de chirurgie lyonnaise était telle que les certificats d'études en provenant étaient acceptés malgré le caractère fragmentaire des connaissances délivrées. D'après le comte de Bondy, Préfet du Rhône, il y avait aux alentours de 1813, une soixantaine d'élèves (32). Ce chiffre est valable pour toute la période allant de la création des cours par Petit à la veille de l'organisation de l'Ecole secondaire de Médecine ; les archives hospitalières permettent de le confirmer. On y trouve une liasse de certificats (33) délivrés par les majors à leurs étudiants et précisant pour chacun d'eux le nombre d'années passé à suivre les cours. On ne doit pas s'étonner de la présence de tels documents aux hospices : ils étaient rédigés pour être remis à l'administration. Il revenait à cette dernière d'établir elle-même dans un second temps les certificats exigés par les facultés (pour la dispense d'études en vue du doctorat) ou par les jurys départementaux (pour la réception des officiers de santé).

(30) J.-P. Pointe. *Histoire topographique et médicale du grand Hôtel-Dieu*, page 286.

(31) Archives nationales. F 17 2306. Lettre de Royer-Collard et Cuvier au Ministre de l'Intérieur, 26 avril 1819.

(32) Arch. nat. F 17 2306. Lettre du comte de Bondy au Ministre de l'Intérieur. 13 octobre 1813.

(33) Arch. hosp. Boîte « 455 », intitulée « Ecole secondaire de Médecine ». Salle des Archives modernes.

Avant d'étudier les renseignements fournis par ces certificats, plusieurs remarques s'imposent.

Leur nombre peut être considéré comme une moyenne. Il peut en effet s'y glisser une erreur par défaut si tous les certificats de l'époque n'ont pas été réunis dans la liasse ; mais il y a certainement aussi une erreur par excès car à l'époque les certificats étaient délivrés facilement même aux élèves peu assidus (34).

Les Professeurs qui ont signé ces certificats précisent dans l'énoncé de leurs titres qu'ils ont fait des cours d'anatomie et de physiologie, mais aussi de « chirurgie théorique et pratique » (Jean-Marie Viricel, Claude-Antoine Bouchet) ou encore de « clinique chirurgicale » (Louis Janson). Nous avons vu ce qu'il faut penser de cette assertion.

Les 121 certificats concernant les cours de chirurgie de l'Hôtel-Dieu (35) ont tous été distribués entre les années 1816 et 1825 bien que certains se rapportent à des leçons suivies depuis 1805. Nous donnerons la statistique complète mais les seuls chiffres utilisables sont ceux des dernières années considérées.

Enfin les certificats, délivrés au terme de la scolarité, n'ont pas toujours été rédigés par l'auteur des cours mais par son successeur lorsque les études se sont poursuivies sous deux chirurgiens. Aussi le classement adopté est-il celui du nombre d'étudiants par année :

— majorat de Louis-Vincent Cartier (2 décembre 1799 - 31 décembre 1805) :

— 1805 : 1 certificat retrouvé

— majorat de Jean-Marie Viricel (1^{er} janvier 1806 - 31 décembre 1811) :

— 1806 : 1
— 1807 : 1
— 1808 : 2
— 1809 : 3
— 1810 : 6
— 1811 : 6

(34) Arch. hosp. Registre de copie de lettres (26 mai 1818 - 2 février 1820), page 233.

(35) Voir plus loin les certificats concernant l'obstétrique à la Charité les cours privés de chirurgie et les cours de médecine.

— majorat de Claude-Antoine Bouchet (1^{er} janvier 1812 - 31 décembre 1817) :

— 1812 :	6
— 1813 :	8
— 1814 :	10
— 1815 :	21
— 1816 :	27
— 1817 :	37

— majorat de Louis Janson (1^{er} janvier 1818 - 31 décembre 1823, mais nous nous arrêterons en 1821, date de la création de l'Ecole secondaire) :

— 1818 :	59
— 1819 :	70
— 1820 :	65
— 1821 :	42

Ce tableau permet de voir que la fréquentation n'était pas négligeable dans les dernières années considérées, les seules pouvant être admises comme valables. En particulier sous le majorat de Louis Janson la moyenne est de 65 étudiants par an (donc comparable à celle donnée par le comte de Bondy). Il faut en effet exclure l'année 1821 car, comme nous le verrons dans la deuxième partie, les certificats délivrés en 1821 n'étaient plus admis pour la dispense de temps d'étude dans les Facultés et les étudiants n'avaient plus aucun intérêt à suivre les cours de l'Hôtel-Dieu. Il est donc naturel que leur nombre soit moindre.

2. L'enseignement de la chirurgie à la Charité

Comme à l'Hôtel-Dieu, il y eut à l'hôpital de la Charité, sous l'Ancien Régime, des cours privés d'anatomie et de chirurgie destinés aux garçons chirurgiens. On en retrouve par exemple la trace dans le règlement du 20 juillet 1755 (36). Mais à partir du 8 décembre 1771 les leçons devinrent publiques (37) : le chirurgien-major devait donner par semaine deux leçons publiques de démonstration d'anatomie ou d'explication de chirurgie suivant les saisons. Dans la période 1789-1821 la

(36) Arch. hosp. E 73, page 39.

(37) Arch. hosp. E 74, page 202.

chirurgie continua à être enseignée mais cette fois de façon privée pour les internes et les élèves expectants de la maison, puisque l'enseignement officiel se faisait à l'Hôtel-Dieu (38).

Sur le plan pratique, il faut retenir une pétition de Pierre-Etienne Martin, dit le jeune, analogue à celle de Petit et Cartier. Dans sa lettre du 22 Messidor an 12 (11 juillet 1804) « il propose la formation d'un muséum de pièces pathologiques et anatomiques et offre à cet effet une collection composée de pièces qui pourroient exister dans les cabinets de ses prédécesseurs et de quelques uns de ses autres confrères qu'il réuniroit à celles qui seroient recueillies par lui-même en y joignant même quelques pièces nouvelles qui lui ont été promises. Il propose aussi de joindre à la création de ce cabinet anatomique le rétablissement d'un arsenal chirurgical à la Charité et de soumettre au conseil un projet de règlement propre à maintenir cette double institution » (39).

Seule la première idée de Pierre-Etienne Martin sera retenue dans le règlement de 1808. Toujours est-il qu'il fut plus heureux que Marc-Antoine Petit.

3. L'enseignement privé de la chirurgie

Sous l'Ancien Régime, l'enseignement de la chirurgie était donné aux garçons chirurgiens (en dehors du régime hospitalier) par les maîtres, chez qui, d'ailleurs, ils devaient loger (40). Pour compléter leur instruction, ils suivaient en outre les cours théoriques des collèges.

Ce régime fut aboli lors de la Révolution, mais les chirurgiens continuèrent à recevoir des étudiants chez eux. L'enseignement qu'ils leur donnaient n'était plus cette fois officiel : ils les préparaient au concours d'internat.

C'est par exemple ce que fit Jacques-Pierre Pointe à son retour de Paris, où il avait soutenu sa thèse le 10 août 1812. Il enseignait l'anatomie et la pathologie externe (alors qu'il sera plus tard Médecin de l'Hôtel-Dieu) comme en fait foi un

(38) *Règlements* imprimés de la Charité de 1808 et 1816.

(39) Arch. hosp. Registre de délibérations du conseil d'administration n° 3 (25 Pluviôse an 12-2^e jour complémentaire an 12), page 203.

(40) Marc-Antoine Petit logea chez Honoré-Joseph Pointe (le père) : Arch. hosp. F 11, p. 110 et 111.

certificat de lui (41) du 28 août 1816, indiquant que François Berthier, 19 ans, de Louhans, est chez lui depuis deux ans « en qualité d'élève en chirurgie ».

Lucien Trollet, lui aussi Médecin de l'Hôtel-Dieu, faisait également de tels cours d'après son certificat (41) en date du 30 août 1816 assurant qu'il héberge depuis trois ans Alexandre Bottex, que ce dernier a suivi avec assiduité les cours de chirurgie de l'Hôtel-Dieu, a fait des remplacements d'internes et doit être admis au prochain concours. Trollet faisait aussi depuis 1813 des « Cours d'anatomie appliquée à la Peinture et à la Sculpture » (42).

(41) Arch. hosp. Certificats joints à la liasse citée plus haut.

(42) *Almanachs* de l'époque.

CHAPITRE II

L'ENSEIGNEMENT DE L'OBSTETRIQUE

A peu près au moment où Marc-Antoine Petit créait à l'Hôtel-Dieu un cours public de chirurgie, Aimé Martin, dit « l'ainé », en faisait autant à la Charité pour les accouchements. Pour comprendre les raisons profondes de cette institution, il faut voir d'abord comment était enseignée l'obstétrique avant la Révolution.

A l'origine les filles enceintes accouchaient à l'Hôtel-Dieu. Il aurait donc pu s'y trouver une école d'accouchement ; mais les sœurs croisées, responsables de ce service, se contentaient de se transmettre leur art de génération en génération, sans même que le chirurgien-major eût quelque chose à y voir (43). Cependant le 8 mars 1780 (44) le bureau de l'Hôtel-Dieu décida d'admettre deux femmes pour les instruire dans l'art des accouchements ; elles étaient soumises aux ordres de la sœur maîtresse. Il était bien tard pour ce genre d'enseignement puisque les filles enceintes furent transférées à la Charité le 1^{er} novembre 1783. Là, on comprit rapidement l'intérêt de faire un cours d'accouchements : quatre mois après ce transfert, exactement le 2 mars 1784, l'administration décida qu'à partir du 10 août prochain le chirurgien-major ferait aux sœurs et aux filles élèves des cours sur « l'art des sages-femmes ». En plus des leçons pratiques, elles devaient recevoir des notions d'anatomie relatives

(43) Cf Arch. hosp., E.H.D. 1593, pièces n° 94 : les recteurs de l'hôpital de Pont-de-Vaux demandent le 8 février 1754 à envoyer à l'Hôtel-Dieu une femme et un garçon chirurgien pour leur faire apprendre les accouchements auprès du major. Jean-Pierre Fulchiron, recteur, répond : « ...Ce sont des sœurs (et non le chirurgien-major ni aucun autre) qui font tous les accouchements à l'Hôtel-Dieu, où l'on ne peut recevoir personne pour apprendre l'art d'accoucher ; ce soin n'est confié qu'à des sœurs très expérimentées et qui ont demeuré plusieurs années sous la conduite de celles qui leur ont enseigné... » Il leur conseille de s'adresser aux matrones de Lyon.

(44) Arch. hosp. E.H.D. 18, page 12.

à leur spécialité (45). Il n'est pas question dans cette décision de l'instruction des élèves en chirurgie.

Outre cet enseignement hospitalier, il y avait à Lyon, sous l'Ancien Régime, deux autres cours d'accouchements : celui de Peronnet au collège de chirurgie, mais le Docteur J. Rousset a montré (46) qu'à partir de 1785 le collège de chirurgie était pratiquement inexistant ; celui de Vitet, responsable de 1778 (47) à 1792 du cours municipal d'accouchements, destiné à six sages-femmes de la campagne. Ces deux institutions disparurent à la suite du décret du 18 août 1792 supprimant les corporations ; et même, dans la pratique le cours municipal ne fut plus professé à partir de 1790 (48), en raison du rôle politique de son directeur : Vitet fut maire de Lyon, de 1790 à 1792, avant d'être député à la Convention.

Aussi, lorsque Aimé Martin entreprit un cours public d'accouchements, de maladies des femmes et des enfants nouveau-nés à la Charité, il venait à point nommé pour combler un vide. On sait qu'il aurait dû commencer son majorat en août 1793, mais qu'après le siège de Lyon il fut oublié pendant dix-huit mois en prison. Il ne prit son service que le 1^{er} Brumaire an 4 (23 octobre 1795), pour laisser à Bugnard qui l'avait remplacé pendant son absence « le temps de se pourvoir » (49). Il commença son cours public destiné aux étudiants et aux élèves sages-femmes par un discours inaugural qui eut lieu le 19 Floréal an 5 (8 mai 1797) en présence des autorités constituées et d'une nombreuse assistance. On peut se demander si, comme Marc-Antoine Petit à l'Hôtel-Dieu, il ne fit pas, entre son retour à Lyon et cette date, un cours privé pour le personnel de la Charité. En tout cas, on ne peut accorder de crédit à ce qu'il écrit lui-même (50) dans une lettre au Préfet du Rhône Bureau de Puzy, le 13 Ventôse an 13 (4 mars 1805) en réclamant pour lui la création d'une chaire d'accouchements à Lyon : « Je rappellerais (sic) aux Dépositaires de l'autorité que je fondai en l'an 2 de la République un cours public

(45) Arch. hosp. E 76, page 151.

(46) Docteur Jean Rousset. *Les thèses médicales soutenues à Lyon aux xvii^e et xviii^e siècles et le collège royal de chirurgie de 1774 à 1792*, page 57.

(47) *Almanach de 1778*, page 173.

(48) Arch. départementales. 1 L 531. Extrait du registre des délibérations du Conseil général du Département de Rhône et Loire, 17 décembre 1790.

(49) Arch. hosp. Série E. Registre des délibérations. Hôpital de la Charité (18 Fructidor an 2 - 14 Ventôse an 5), page 32.

(50) Arch. municipales. Fonds général. Manuscrit N° 2301.

de cette branche de l'instruction et que je l'affermis sur des bases telles que mes successeurs ont été obligés de le continuer et si l'on me croit digne de continuer les fonctions que je remplis pendant six ans, le bonheur d'être utile à mes concitoyens et de mériter leur estime sera ma récompense... » En fait, il fonda son cours en l'an 5 et ne put le faire que pendant deux ans.

Quoi qu'il en soit ses cours furent accueillis favorablement par l'administration centrale du Département du Rhône (51) qui jusque-là n'avait pas réussi à trouver un successeur à Vitet pour créer un cours municipal d'accouchements.

Les successeurs d'Aimé Martin (son frère Pierre-Etienne Martin : 29 août 1799-28 août 1805 ; Louis-Victor-Frédéric Amard : 28 août 1805-28 août 1811 ; Gilbert Montain, le jeune : 28 août 1811-27 août 1817 ; Henri Cliet : 27 août 1817-27 août 1823) continuèrent l'enseignement de l'obstétrique jusqu'à la création de l'Ecole secondaire de Médecine. D'ailleurs, pour avoir une idée de l'état des services d'accouchements à cette époque, il suffit de reprendre une enquête réalisée en 1805 par le Ministre de l'Intérieur Champagny. Il voulut connaître l'état des cours professés aux sages-femmes dans tous les hospices de France, afin de créer, en vertu de la loi du 19 Ventôse an 11, un enseignement obstétrical là où il manquait. Aussi demanda-t-il, par circulaire en date du 18 Vendémiaire an 14 (10 octobre 1805) un rapport à chaque préfet sur ce sujet. Pour ce qui intéresse Lyon (52) il n'y eut pas de suite puisqu'un enseignement était déjà en place à la Charité. Il est néanmoins intéressant d'étudier les renseignements contenus dans les réponses des Hospices civils (53) :

L'Hôtel-Dieu reçoit les pauvres femmes de la ville et a 17 lits pour les accouchements, qui ne sont jamais tous occupés. On y pratique cent quarante à cent cinquante accouchements par an.

La Charité reçoit les pauvres filles enceintes du département et des départements voisins. Un local indépendant des

(51) Arch. dép. 1 L 1156. Lettre de l'administration centrale à la Commission administrative des hospices civils. 16 Floréal an 5 (5 mai 1797).

(52) Arch. hosp. Boîte « 454 », intitulée « Majors et aides-chirurgiens ». Salle des archives modernes.

(53) Arch. hosp. Registre de Copie de lettres (2 Vendémiaire an 14 - 4 mars 1807), page 35.

autres parties de l'édifice renferme soixante-quatre lits. Son entrée est interdite à toute personne autre que les administrateurs, les officiers de santé, les deux sœurs accoucheuses. Il y a environ cinq cents accouchements par an. Le chirurgien-major fait « un cours d'accouchements théorique et pratique. Sous ce professeur se forment des élèves des deux sexes tant de la ville que de la campagne ». Si on laisse subsister le cours actuel (ce qui fut fait), il n'y a pas de nouvelle dépense à prévoir.

Pour avoir une idée du succès de ces cours auprès des étudiants, il faut revenir à la liasse de certificats déjà utilisés pour les cours de chirurgie, et avec les mêmes restrictions. On peut ainsi retrouver 23 noms d'étudiants ayant suivi ces cours entre 1812 et 1821, parmi lesquels 18 ont aussi suivi les cours de chirurgie de l'Hôtel-Dieu. Le classement adopté est encore le nombre d'étudiants par année :

— majorat de Gilbert Montain, le jeune :

— 1812 :	1
— 1813 :	2
— 1814 :	3
— 1815 :	4
— 1816 :	8
— 1817 :	7

— majorat d'Henri Cllet :

— 1818 :	13
— 1819 :	14
— 1820 :	12
— 1821 :	8

Il dut donc y avoir, en moyenne, une douzaine d'étudiants par an.

CHAPITRE III

L'ENSEIGNEMENT DE LA MEDECINE

A côté de l'enseignement officiel de la chirurgie et des accouchements, il n'y eut jamais à Lyon de cours de médecine sérieusement faits avant 1821. Cette lacune explique pour une grande partie la création de l'Ecole secondaire de Médecine. Cependant ce ne sont pas les tentatives d'établissement de tels cours qui font défaut entre 1789 et 1821. Nous avons respecté autant que possible l'ordre chronologique, mais nous avons surtout classé ces diverses tentatives selon le lieu dans lequel elles sont nées.

1. L'Institut des Sciences et Arts utiles à la Société

A la suite du décret du 18 août 1792 supprimant les corporations, il fallut mettre sur pied un enseignement local provisoire permettant d'attendre l'organisation générale de l'instruction. Un arrêté de la Municipalité du 13 octobre 1792 créa donc, sur la demande du Bureau d'administration des collèges un « Institut des Sciences et Arts utiles à la Société ». On ne devait pas y maintenir l'enseignement de type Ancien Régime, mais en créer un nouveau, concrétisant avant la lettre le projet déjà publié par le comité d'instruction publique de l'Assemblée Législative (54). L'Institut devait dispenser l'instruction dans tous les domaines, y compris celui de l'anatomie et de la chirurgie (Professeur : Michel Carret, ancien chirurgien principal de l'Hôtel-Dieu, de 1769 à 1775, membre du bureau d'administration des collèges, futur député au Conseil des

(54) L. Trénard. *Histoire sociale des idées à Lyon*, pages 316 et suivantes.

Cinq-cents) et de la médecine (Professeur : Charles-Louis Dumas).

L'inauguration, par Jean-Emmanuel Gilibert, eut lieu le 12 novembre 1792. Cependant la fréquentation scolaire fut toujours réduite et les élèves, non surveillés, étaient peu assidus. De plus les événements lyonnais ne créaient pas un climat favorable à l'étude et le siège de Lyon eut raison de l'Institut.

Le 29 Brumaire an 5 (19 novembre 1796) l'Ecole centrale lui succéda en raison de la loi du 7 Ventôse an 3 (25 février 1795) ; mais cette loi ne parlait pas d'enseignement de la médecine dans les écoles centrales, puisqu'il était déjà prévu par la loi du 14 Frimaire an 3 (4 décembre 1794). C'est donc ailleurs qu'il faut rechercher la trace d'un enseignement de la médecine : les hôpitaux lyonnais.

2. L'enseignement de la médecine à l'Hôtel-Dieu

La première tentative date de 1789. Les archives hospitalières contiennent un mémoire anonyme et sans date de seize pages ; une feuille annexe porte, de la main d'un annotateur, la mention : « Bruyset. 1789 » (55). A cette époque Jean-Marie Bruyset était procureur du bureau de l'Hôtel-Dieu ; quant à la date de 1789, elle est plausible puisqu'il est question, dans le mémoire du Royaume, de l'Université, du Collège de Médecine.

L'auteur souhaite que l'Hôtel-Dieu serve à l'enseignement de la médecine pratique, alors qu'il suffit d'avoir poursuivi des études théoriques à l'Université pour être médecin. Il faut aussi pratiquer quatre ans dans une petite ville pour être agrégé au Collège de Médecine de Lyon, mais l'expérience s'acquiert ainsi après des essais dangereux. Il est d'autant plus intéressant d'enseigner la médecine clinique à l'Hôtel-Dieu que le Collège de Médecine a « délibéré que la fréquentation des hôpitaux par les jeunes médecins pendant le temps de quatre années équivaldrait pour leur agrégation à l'exercice de la médecine pendant le même temps prescrit par les statuts

(55) Arch. hosp. Boîte « 454 », intitulée « Majors et aides-chirurgiens ». Pièce N° 18. Salle des archives modernes.

dans une petite ville ». Après avoir rapporté que la médecine pratique est déjà enseignée à Leyde, Vienne, Edimbourg et Milan, l'auteur souhaite voir son vœu réalisé pour que la première école de médecine pratique de France s'ouvre à Lyon. En fait, il se trompe puisque les introducteurs de l'enseignement clinique en France furent en 1780 : Desbois de Rochefort (Médecin de l'hôpital de la Charité de Paris) et Pierre-Joseph Desault (Chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu de Paris).

Dans une seconde partie, l'auteur expose son plan, qui doit d'ailleurs permettre d'augmenter les revenus de l'Hôtel-Dieu, ce qui, à l'époque n'était pas négligeable. Deux médecins présentés par le Collège de Médecine et nommés par le bureau seront chargés de l'instruction des étudiants. On exigera de ces derniers un certificat de l'Université où ils auront fait leurs études, puis on leur fera subir un examen. Ils seront au nombre de trente : vingt-quatre paieront six cents livres par an, six seront admis gratuitement (il y aura ainsi deux places gratuites pour la ville, deux pour le bureau et deux pour le collège de médecine).

« L'école de médecine clinique auroit pour objet des leçons de médecine-pratique, appuyées sur l'observation suivie des maladies que les Elèves seraient à portée de faire en suivant les médecins à la visite. » Ces cours pratiques seront éclairés par l'ouverture des cadavres.

Malgré une idée intéressante qui allait jusqu'à proposer la méthode anatomo-clinique, malgré les 14.400 livres par an qui devaient ainsi revenir à l'Hôtel-Dieu, ce projet ne fut malheureusement pas retenu.

Cependant il n'est pas impossible que le mémoire ait influencé les rédacteurs des « Règlements provisoires de l'Hôtel-Dieu du 31 décembre 1791 » :

« ... Le bureau désirant que toutes les observations journalières, tant des médecins que des chirurgiens et apothicaires, tournent à l'avantage de la société, en général, et des élèves en particulier, a arrêté que chaque année on ouvrira quatre cours dans l'hôpital, un dans la pharmacie, pour y démontrer les médicamens simples, et l'art de les préparer ; le second, dans l'amphithéâtre, pour y enseigner l'anatomie dirigée vers la pratique ; le troisième, dans une des salles des blessés, dans laquelle on rassemblera les malades qui offrent les cas les

plus intéressans pour l'instruction ; le quatrième, dans une des salles des fiévreux, qui rassemblera une espèce de chaque maladie.

Les salles des leçons offriront, comme les autres infirmeries, les individus des deux sexes séparés.

Là, le Médecin ou Chirurgien, chargé de l'enseignement, fera remarquer aux élèves tout ce qu'il doit expliquer, après la visite, dans une salle indiquée pour les leçons... »

Nous avons vu que Rey était censé faire le cours de chirurgie ; il n'existe nulle part la preuve que le cours de médecine ait été fait. Il faut croire que la médaille d'or et le brevet honorable signé par les administrateurs, promis aux professeurs en fin d'année, se révélèrent insuffisants pour éveiller une vocation !

On a dit que Charles-Louis Dumas enseigna la médecine à l'Hôtel-Dieu. Pour les uns ce fut en 1792, pour d'autres en 1795, pour d'autres encore à ces deux dates. Les archives hospitalières permettent de vérifier Pétrequin, tenant de cette dernière théorie (56) : Dumas fut nommé médecin suppléant de l'Hôtel-Dieu à deux reprises, le 23 décembre 1792 (57) et le 29 Prairial an 3 (17 juin 1795) (58). Entre ces deux époques, il fut pris dans la tourmente du siège ; puis emprisonné, il put s'évader et se cacher.

Il faut remarquer que son titre de suppléant ne l'obligeait pas à une présence quotidienne à l'hôpital, mais seulement en cas d'absence ou de maladie des titulaires. On peut se demander dans ces conditions comment Dumas aurait pu enseigner la médecine-clinique à l'Hôtel-Dieu, alors qu'aucun lit ne lui était personnellement réservé. D'ailleurs les registres de Mandats ne font apparaître aucun versement à son nom.

La seule explication possible tient dans le rapprochement de la date de sa première nomination, de celle de la création de l'Institut des Sciences et Arts utiles à la Société (12 novembre 1792) où il était professeur de médecine pratique et théorique. Il paraît difficile de penser que l'Hôtel-Dieu lui accorda des

(56) J.-E. Pétrequin. *Histoire médico-chirurgicale de l'Hôtel-Dieu*, page 190.

(57) Arch. hosp. E.H.D. 100, page 26. On nomma ce jour-là C.-L. Dumas et François Aigouy.

(58) Arch. hosp. E.H.D. 350 bis, page 10. Le scrutin du bureau donna les résultats suivans : premier suppléant, J.-F.-Etienne Gonelle ; deuxième, Jean-Baptiste Lagoutte ; troisième, C.-L. Dumas ; quatrième, Willermoz.

lits en raison de son titre. Par contre, Charles-Louis Dumas, ayant laissé à Lyon, avant de partir chercher la célébrité à Montpellier, le souvenir de ses titres de professeur et de médecin attaché à l'hôpital, les deux furent par la suite rapprochés et mêlés dans les mémoires.

En 1801, l'enseignement de la médecine faillit être institué. Le Docteur Duchanoy, administrateur des Hospices civils de Paris, avait rédigé un rapport sur la nécessité d'enseigner la clinique au lit des malades dans les hôpitaux de France les plus importants. Le Préfet du Rhône en reçut deux exemplaires qu'il transmit à la Commission administrative des Hospices civils de Lyon. Celle-ci demanda l'avis des Médecins et du Chirurgien de l'Hôtel-Dieu. C'est ainsi que quatre rapports furent rédigés (59) :

— L'un de Figurey, Gonnelle, Morizot et Willermoz, quatre des médecins titulaires.

— Un autre de Pignatel, le cinquième médecin titulaire. Ses quatre confrères avaient eu un mois pour lire le rapport de Duchanoy. Lui ne l'avait en main que depuis quelques instants au moment de parler devant la commission (13 Fructidor an 9 - 31 août 1801).

— Un troisième de Parat, Delpont et Desgaultières, médecins suppléants. Ils avaient dû réclamer la communication du rapport, le bureau ne le leur ayant pas donné spontanément.

— Le dernier est de Louis-Vincent Cartier, chirurgien-major.

L'opinion est unanime sur la nécessité des cours de clinique. Seules les modalités du règlement à appliquer varient selon les auteurs.

La Commission administrative retint surtout le principe des cours et proposa au Préfet le projet suivant :

« *Article premier.* — Il sera établi deux cours de clinique médicale à l'hospice des malades de Lyon.

(59) Ces rapports se trouvent :

— aux arch. hosp., boîte « 454 ». Pièces N° 6. Salle des archives modernes. On y trouve les rapports des médecins. Celui de Figurey est reproduit par Rochaix, *L'enseignement des Sciences médicales et pharmaceutiques à Lyon de 1792 à 1821*, page 56, mais l'auteur n'a pas reproduit fidèlement le texte.

— aux arch. départ. Série X. On y trouve les rapports des médecins, celui de Cartier, ainsi que toute la correspondance échangée entre la Commission administrative des hospices civils et le Préfet.

Art. 2. — Un de ces cours sera professé au pied du lit des malades choisis dans les rangs des hommes et l'autre sur les malades choisis dans les rangs des femmes.

Art. 3. — Les cours seront d'un an. Ils commenceront au 1^{er} Vendémiaire prochain.

Art. 4. — Les Médecins titulaires des hospices professeront les cours de clinique médicale. Ils auront les médecins suppléants pour adjoints.

Art. 5. — La Commission Administrative des Hospices civils de Lyon déterminera le mode de désignation des médecins titulaires qui, annuellement, seront appelés à professer les deux cours de clinique médicale ; et des médecins suppléants qui leur seront adjoints, ainsi que tout ce qui sera relatif à cet établissement conformément à l'article 7 de la loi du 16 Messidor an 7 » (60).

Dans son arrêté, le Préfet Raymond de Verninac reprit les termes de ce règlement, en supprimant l'article 5 (61). Il n'existe nulle part la preuve que ces cours aient été faits, même de façon éphémère.

En tout cas il y eut, en 1806, une nouvelle création de cours : le 3 septembre 1806, Philippe Desgautières ouvrit à l'Hôtel-Dieu un cours de médecine-clinique par un « *Discours sur les dangers de l'esprit de système dans l'étude et l'exercice de la médecine* ». Le principe d'un tel enseignement avait été accepté par l'administration le 29 Ventôse an 13 (20 mars 1805) ; il devait commencer au mois de mai 1805 (62), mais « des motifs imprévus » en avaient retardé l'ouverture. Quand elle se fit, il y avait à Lyon un enseignement médical pratiquement complet.

Cette belle unité ne dura guère, car le cours de Desgautières disparut rapidement. On ne sait pas au bout de combien de temps, mais il n'était plus fait en 1808 : une commission nommée par le conseil général d'administration des hospices

(60) Cette loi régissait l'administration des Hôpitaux.

(61) Arch. départ. du Rhône. Série K. 2K. registre N° 3, page 102, verso. Cet arrêté porte la date du 5 Thermidor an 9 (24 juillet 1801), antérieure à celle de la réunion de la commission des hospices qui avait proposé le texte. 31 août 1801. L'arrêté est donc anti-daté.

(62) Arch. hosp. Registre de délibérations du Conseil d'administration, N° 4, page 236.

« pour examiner l'état de la médecine et de la chirurgie dans les hôpitaux de Lyon » (63) réclame le 1^{er} juin 1808 l'établissement d'une Ecole de Médecine à l'Hôtel-Dieu semblable à celle qu'un décret impérial venait de créer le 10 mai à Marseille. Le souci qui animait la commission était d'assurer une bonne instruction aux élèves en chirurgie : « Déjà on est forcé d'admettre au concours des élèves qui n'ont presque pas d'instruction et n'annoncent que fort peu de talents, tandis que nous verrions de nouveau un grand nombre de sujets zélés venir se former à cette école de chirurgie qui a fourni tant d'hommes célèbres, s'ils y trouvaient les mêmes avantages qu'autrefois. » La commission proposait des cours d'anatomie, de physiologie, de pathologie interne et médecine clinique, de pathologie externe et opérations, de matière médicale et chirurgie pharmaceutique, enfin d'accouchements. Ce projet n'eut pas de suite et les internes continuèrent à mal connaître la médecine.

En 1813, une nouvelle tentative fut faite par l'administration hospitalière et par le Préfet du Rhône, le comte de Bondy (64). Au mois de janvier, ce dernier fit parvenir au Ministre de l'Intérieur « un projet d'établissement de cours d'instruction médicale dans les hôpitaux de Lyon ». Ce projet déplut car son règlement était trop calqué sur celui de l'Université : on y utilisait par exemple les termes « chaire » et « inscriptions ». Le 13 octobre 1813, le Préfet envoya donc un second projet proposant seulement l'institution des cours et laissant au Ministre le soin d'en fixer les modalités par arrêtés ultérieurs. Le comte de Bondy fit accompagner sa proposition d'une description de l'état de l'enseignement à cette époque :

« L'administration des hôpitaux en a tellement senti la nécessité qu'elle a toujours favorisé les cours d'anatomie, d'opérations et d'accouchements institués par les Docteurs Petit et Martin aîné, pendant l'exercice de leurs fonctions de Chirurgiens majors et continués par leurs successeurs. Je suis assuré qu'elle se prêtera de tous ses moyens à l'exécution d'un projet qui non seulement complètera l'enseignement, mais encore le rendra obligé de libre et facultatif qu'il était.

(63) Arch. hosp. Registre de délibérations du Conseil d'administration, N° 7, page 43.

(64) Arch. nat. F 17 2306. Diverses pièces concernant ce projet.

Le régime des hôpitaux de Lyon, quant au service de santé, ne ressemble à celui d'aucun des autres hôpitaux de l'empire. Tout y a été sacrifié à la chirurgie qui, de tems immémorial y brille du plus grand éclat ; mais la médecine interne trop négligée n'y jouit que d'une considération médiocre. Je vois dans l'adoption du projet actuel un moyen de mettre sur la même ligne ces deux branches de l'art de guérir et d'assurer d'une manière égale les deux parties du service de santé.

Je n'ai pas inséré dans le projet que les professeurs seraient pris parmi les médecins actuellement attachés au service des hospices parce que leur service est temporaire et que je ne dois pas vous laisser ignorer que les sujets actuellement employés, quoique estimables d'ailleurs, n'ont pas tous les qualités nécessaires pour enseigner avec succès » (65).

Le second projet n'aboutit pas mieux que le premier, en partie à cause de l'influence de l'Université. Son Grand-maitre, Louis de Fontanes, écrivit le 3 novembre 1813 au comte Reynaud, Ministre d'Etat, à propos du projet soumis à Napoléon : « ...En s'occupant de l'examen de ce projet... le Conseil de l'Université a reconnu qu'il lui était impossible de donner isolément son avis sur l'établissement de ces sortes d'écoles et il a été amené à rédiger... un projet de décret pour régulariser en général l'instruction et la réception des officiers de santé... »

Malheureusement, l'organisation des écoles secondaires ne sera faite qu'en 1820. Alors que dix-huit villes de France avaient déjà des cours d'instruction médicale dans leurs hôpitaux en 1813, Lyon ne put, une fois de plus, en bénéficier (66).

L'année 1815 aurait pu, à son tour, voir la naissance d'un cours de médecine clinique à Lyon. Il apparaît, en effet, que Jean-François-Frédéric Montain, dit « l'ainé », eut l'intention d'en ouvrir un quand il était médecin de l'Hôtel-Dieu (67). Le

(65) Les médecins titulaires de l'Hôtel-Dieu étaient à l'époque : Barthélemi Delpont, Philippe Desgaultières, André Laudun, François-Germain Poulin, Joseph Mermet et Daniel Schilly.

(66) Des décrets impériaux avaient par exemple créé des cours :

- à Toulouse (1^{er} mai 1806),
- à Grenoble 20 novembre 1806),
- à Marseille (7 mai 1808),
- à Arras (20 octobre 1809).

(67) Arch. nat. F 17 2306. Lettre de Montain aîné au comte Carnot, Ministre de l'Intérieur. Paris, 17 avril 1815.

Préfet était d'accord (68) : « Le cours que M. Montain aîné se propose d'ouvrir, et qu'il professera sans rien exiger des élèves, aura l'avantage de hâter leur instruction et de les préparer à servir utilement l'humanité... » Mais Montain aîné fut destitué de sa place, par délibération du Conseil d'administration, le 2 août 1815 pour absence prolongée sans motif (69) et son projet ne put avoir de suite. Il avait déjà été destitué une première fois, le 31 mars 1815, puis réintégré comme médecin militaire par ordre du général Grouchy. Il ne voulut pas déplacer Gueyrard, le médecin militaire en titre, ou plutôt voulut retrouver son ancien titre et séjourna à Paris du 2 avril au 16 juin 1815 pour faire valoir ses droits au Ministère de l'Intérieur. Un deuxième voyage, du 30 juin au 18 juillet, servit de prétexte à l'administration pour le renvoyer définitivement. Pourquoi eut-il des difficultés dès le 31 mars 1815, alors qu'il n'était titulaire que depuis le 16 octobre 1814 ? On ne peut s'empêcher de remarquer que ses ennuis eurent lieu à l'époque des Cent Jours et que sa seconde destitution se produisit après Waterloo. Or Montain aîné était bonapartiste : il participa quelque temps plus tard à la préparation du complot de Rosset, découvert en janvier 1816, et fut condamné pour cela (70).

Mais un autre médecin de l'Hôtel-Dieu allait reprendre l'idée des cours de Médecine. Lucien Trollet, suppléant depuis décembre 1811 (il avait été nommé au concours, en même temps que François Bellay, ce qui se faisait alors pour la première fois dans l'histoire de l'hôpital), titularisé en 1816, fit un cours de médecine clinique, de 1816 à 1820, si l'on en croit Jacques-Pierre Pointe (71). Ce cours dut avoir lieu mais de façon épisodique et sans aucun caractère officiel. En effet, seuls des textes de Trollet permettent de le confirmer :

Un certificat qu'il délivra à Joseph Chaley, le 9 mai 1821, déclare que cet étudiant « a suivi les cours de clinique médicale pendant les années 1819 et 1820 » (72). Mais il n'y a pas,

(68) Arch. nat. F 17 2306. Lettre du Préfet du Rhône au Ministre de l'Intérieur. 8 juin 1815.

(69) Arch. hosp. Registre de délibérations du Conseil d'administration, N° 13, page 29.

(70) *Journal politique et littéraire du département du Rhône*, 29 et 30 août, 3 et 7 septembre 1816.

(71) J.-P. Pointe. *Histoire... du grand Hôtel-Dieu*, page 352.

(72) Arch. hosp. Boîte « 455 ». École secondaire de Médecine. Salle des archives modernes.

comme pour les certificats déjà cités à propos de la chirurgie et de l'obstétrique, de mention marginale de l'administration indiquant que le certificat officiel correspondant a été délivré.

Dans une lettre du 30 septembre 1821 adressée à Cuvier, Trollet affirme avoir professé la médecine clinique pendant 5 ans (73).

Cependant, ni le règlement de l'Hôtel-Dieu du 28 août 1816, ni les registres de délibération de l'époque ne font mention de ses cours et surtout, nous verrons plus loin, qu'il n'y avait pas de cours de médecine en 1819, lors de la venue à Lyon de Royer-Collard, Inspecteur de l'Université. En résumé, Trollet a sûrement fait un cours, mais sans la conviction et la persévérance qui était celle de Marc-Antoine Petit lorsqu'il avait institué les cours de chirurgie.

Ainsi la médecine ne fut jamais enseignée de façon sérieuse à l'Hôtel-Dieu. Qu'en fut-il à la Charité ?

3. L'enseignement de la médecine à la Charité

Il y eut, à partir de 1805, un cours de médecine dans cet hôpital, institué par Louis-Victor-Frédéric Amard, dont l'almanach de 1808 dit : « M. Amard, depuis son entrée en exercice (74), fait régulièrement, pendant l'été, un cours de médecine et de matière médicale ». D'ailleurs dans son « Traité analytique de la folie », Amard se donne lui-même le titre de « Professeur de médecine et de chirurgie ». Ses successeurs reprirent son habitude : Montain, le jeune, et Cllet dans leurs certificats (75) indiquent qu'ils enseignent la médecine et la matière médicale.

Mais cet enseignement estival était officieux ; il n'était pas obligatoire pour les étudiants lyonnais : les règlements de la Charité de 1808 et 1816 n'en font pas mention, à moins, ce qui paraît douteux, que les cours de pathologie interne ne se cachent dans l'article indiquant que le chirurgien donnera deux leçons par semaine sur l'anatomie et la « pathologie » (76).

(73) Arch. nat. F 17 5152. Voir page 64.

(74) 28 août 1805.

(75) Il s'agit de la liasse déjà utilisée à plusieurs reprises.

(76) Règlement de 1808 : art. 10 ; règlement de 1816 : art. 20. Ces articles semblent s'appliquer surtout aux internes.

L'hôpital de la Charité ne combla donc pas le vide qui existait dans l'enseignement médical lyonnais. C'est ce qui explique la création à cette époque de plusieurs cours privés.

4. L'enseignement privé de la médecine

Comme pour la chirurgie, il y eut des cours privés de médecine (77). L'un de ceux-ci fut organisé par Brion et Bellay les introducteurs de la vaccine à Lyon avec Pierre-Etienne Martin, le jeune. Leur journal « *Le Conservateur de la Santé* » annonce le 20 Frimaire an 12 (12 décembre 1803) la création d'un « Cours de Médecine élémentaire destiné à l'instruction des officiers de santé » (78). La pathologie interne sera enseignée par eux-mêmes (Pierre Brion était un ancien professeur d'anatomie au Collège de médecine ; François Bellay sera médecin de l'Hôtel-Dieu en 1815, puis médecin de la Charité, de 1822 à 1824, année de sa mort). François Aigouy se chargera de l'hygiène, de la thérapeutique et de la matière médicale ; Jean-Baptiste Lagoutte de l'histoire naturelle des médicaments et de la pharmacie (ces deux derniers avaient été médecins de l'Hôtel-Dieu, à titre de suppléants, en remplacement de leurs collègues durant le siège de Lyon et la période troublée qui suivit).

Ce cours, destiné aux jeunes gens peu fortunés, durera trois ans à raison de huit mois par an. « Les professeurs ont cru devoir se renfermer dans les bornes de la théorie de la médecine interne ; les autres parties de l'art de guérir étant depuis longtemps enseignées avec avantage et distinction, par des hommes d'un mérite reconnu, et qui sont à juste titre investis de la confiance publique. » Les professeurs ont donc l'intention de compléter l'enseignement de Cartier, Viricel et Martin le jeune. Les cours auront lieu au domicile de Brion, 45, quai Saint-Antoine, à partir du 15 germinal an 12 (5 avril 1804). Mais le « Bulletin de Lyon », du 24 Germinal an 12 (14 avril 1804) annonce qu'ils ne débiteront que le 15 Floréal (5 mai) quelques-uns des professeurs ayant eu des occupations

(77) J.-P. Bourland-Lusterbourg. *Notice sur J.-P. Pointe*. In : J.-P. Pointe, *Mélanges de médecine*.

(78) Vu la loi du 19 Ventôse an 11, ils ne pouvaient former que des officiers de santé car leur cours était privé.

étrangères à ces cours. Finirent-ils par avoir lieu, et dans ce cas, pendant combien d'années ? Nous n'avons pas retrouvé leur trace dans les journaux du moment.

Par contre les numéros du « *Journal de Lyon et du département du Rhône* », des 28 avril 1818, 27 avril 1819 et 13 octobre 1820 annoncent que Brion fait chez lui un cours de maladies vénériennes.

A partir de 1804, les étudiants lyonnais purent suivre au Conservatoire des Arts du Palais Saint-Pierre le cours de « Chimie appliquée aux arts et à la médecine » de Jean-Michel Raymond, auquel succéda en 1818 Nicolas Tissier, l'ainé. Le premier était médecin ; le second, pharmacien, se désintéressa d'après Rochaix (79) de l'application de sa science à la médecine.

Le 6 avril 1809, Jacques-Philippe Mouton-Fontenille ouvrit 89, quai des Célestins, un cours de botanique, utile entre autres « pour toutes les personnes qui se destinent à l'art de guérir » (80). Quelque intéressant que fut ce cours, il ne pouvait suppléer au manque de connaissances des étudiants lyonnais dans le domaine de la clinique interne.

Donc ni l'enseignement officiel des hôpitaux, ni l'enseignement privé ne suffirent pour que toutes les parties de la médecine fussent professées à Lyon. Cet état de choses n'échappa ni aux élus locaux ni au gouvernement.

5. Les vœux de la municipalité

Le premier en date des vœux du Conseil municipal est celui du 9 Thermidor an 10 (28 juillet 1802) : Lyon y est proposé comme le siège d'une des trois nouvelles Ecoles de médecine à créer (81). En fait, le 20 Prairial an 11, ces Ecoles seront fixées à Turin, Bruxelles et Mayence.

Le 4 juillet 1806, le Maire de Lyon, Fay de Sathonay songe à créer à Lyon une Ecole secondaire de Médecine. Il a l'accord

(79) A. Rochaix. *L'enseignement des sciences médicales et pharmaceutiques...*, page 136.

(80) Bulletin de Lyon, 4 mars 1809.

(81) *Ville de Lyon. Conseil municipal. Procès-verbaux des séances. Tome 1* (an 9 - an 14). Lyon. Imprimerie lyonnaise. 1913. Page 256. Le terme d'« Ecole » est pris ici dans le sens de « Faculté ».

du Ministre de l'Intérieur, de Champagny (82), à condition que ce soit la municipalité qui en supporte les frais (environ 6000 francs par an pour la partie non couverte par les inscriptions, plus 3000 francs de frais supplémentaires la première année). Tout concourait donc à l'établissement de cette école ; jamais Lyon ne sera aussi près de l'obtenir. Malheureusement la tentative de Philippe Desgaultières, en faisant long feu, sera à l'origine de l'échec : « Depuis la rédaction du vœu du Conseil municipal pour l'établissement d'une école de médecine à Lyon, l'administration des Hospices a définitivement arrêté, pour l'enseignement médical dans son sein, un plan d'organisation qui remplit le but que s'était proposé le conseil ; il y a donc lieu d'affecter à l'acquisition des bâtiments de l'hospice de l'Antiquaille la somme que l'on se proposait de consacrer à l'Ecole de Médecine... » (83). Croyant son vœu réalisé, le Conseil municipal ne s'inquiéta pas de faire promulguer un décret.

Le 9 mai 1810, il renouvela une fois de plus son vœu, profitant de la présence à Lyon des Inspecteurs généraux de l'Université (84). Il ne fut pas question d'Ecole secondaire, mais directement d'une Faculté. C'était de bonne politique, car l'Université se désintéressait des Écoles secondaires de Médecine, qu'elle n'avait pas sous sa coupe. Ce vœu ne sera pas entendu, mais il nous touche particulièrement puisque le conseiller municipal chargé du rapport ne fut autre que Marc-Antoine Petit. A l'appui de sa demande, il apporte des arguments nouveaux : position géographique de Lyon, éloignée aussi bien de Paris, Montpellier et Strasbourg, nécessité de ramener à Lyon des étudiants de valeur (ceux-ci s'éloignent des hôpitaux de la ville puisque le temps qu'ils y passent ne leur est pas compté pour l'obtention du grade de docteur en médecine (85), plus grande possibilité de lutte contre les charlatans (un conseil de faculté aurait une plus grande autorité morale que le jury départemental de médecine, dont Petit était, à Lyon, l'un des trois membres). Ce vœu sera renouvelé

(82) *Ville de Lyon. Conseil municipal... Tome 2 (1806-1810)*, page 52.

(83) *Ville de Lyon. Conseil municipal... Tome 2*, page 74.

(84) *Ville de Lyon. Conseil municipal... Tome 2*, page 616.

(85) En fait, l'article 29 du décret du 20 Prairial an 11 le permettait : n'était-il pas utilisé à l'époque, ou Petit se trompe-t-il ?

à deux reprises : le 18 mai 1811 et le 1^{er} mai 1812 (86) sans résultat.

6. Le vœu du Conseil général

Le 20 germinal an 12 (10 avril 1804) le Conseil général n'eut guère plus de succès lorsqu'il demanda (87) une école de droit, une école de médecine, une école de musique. Il confia à sa commission relative aux objets d'utilité publique la rédaction d'un mémoire sur chacune de ces parties. Cette commission avait été nommée le 15 Floréal an 11 (5 mai 1803) et comprenait : Béranger, Pételin, Sain-Manneville, Laurencin, Rambaud, Lacroix (88). Le 23 Germinal an 12 (13 avril 1804) elle fit adopter son mémoire par le Conseil (89). Il était rédigé à l'intention du Ministre de l'Intérieur : Lyon est la seconde ville de la République ; cette ville avait, sous l'ancien régime, un célèbre et très ancien Collège de Médecine, remplacé aujourd'hui par la Société de Médecine. Il est donc naturel que celle-ci prenne aussi le relais du Collège dans le domaine de l'enseignement. Elle possède des anatomistes qui ont professé dans les hôpitaux et des médecins qui pratiquent depuis 15 ou 20 ans. Il ne faut pas que l'enseignement soit confié aux officiers de santé des hôpitaux dont l'activité est débordante et qui n'ont pas de temps à consacrer à de bonnes observations (90). En revanche, des salles seront réservées dans les hôpitaux aux nouveaux professeurs pour leur enseignement clinique. Lyon a encore d'autres avantages : une bibliothèque publique très riche, un cabinet d'histoire naturelle, un jardin de botanique et une campagne immense fertile en plantes de toutes sortes.

(86) *Ville de Lyon. Conseil municipal... Tome 3 (1810-1813)*, pages 98 et 189.

(87) Arch. départ. du Rhône. Série N. Registre des séances du Conseil général du département du Rhône (15 Floréal an 11 - 15 Germinal an 12), page 27 verso.

(88) Arch. départ. du Rhône. Registre cité, page 1 recto.

(89) Arch. départ. du Rhône. Registre cité, page 29 recto.

(90) A l'époque, en tenant compte des officiers de santé de l'Antiquaille :

— 2 des 3 chirurgiens,

— 10 des 14 médecins (titulaires et suppléants),
étaient membres de la Société de Médecine !

Malgré l'appui de l'Académie de Lyon, à laquelle Jacques-Henri-Désiré Pétetin avait lu le mémoire (91) et, bien entendu, de la Société de Médecine dont il était alors le président, aucune suite ne fut donnée au projet.

7. Les tentatives à l'échelon central

A défaut de pouvoir rendre officiel l'enseignement médical lyonnais, puisqu'il était incomplet, le pouvoir central aurait pu créer de toutes pièces une Ecole secondaire ou une Faculté. A deux reprises, ce faillit être le cas.

Le 14 Nivôse an 5 (3 janvier 1797) Jean-François Baraillon proposa au Conseil des Cinq-Cents une réorganisation de l'enseignement de la médecine (qu'il jugeait jusque-là mal fait) et l'établissement d'Ecoles spéciales de médecine de conception nouvelle à Paris, *Lyon*, Strasbourg et Montpellier. Pour toute réponse, le Conseil le nomma membre de la commission d'instruction publique qui s'occupait déjà du problème. Quand celle-ci rendit son rapport (92), le 17 Ventôse an 6 (7 mars 1798), elle ne demanda pas d'Ecole à Lyon, malgré la présence de Vitet dans son sein. De toute façon ce rapport ne fut jamais entériné.

Le 9 novembre 1815, Louis XVIII nomma une commission d'enquête sur l'état de l'enseignement de la médecine et de la chirurgie en France. Le rapporteur, Marquais, demanda la séparation de ces deux disciplines et proposa, entre autres, l'établissement d'une Faculté de chirurgie à Lyon (93). C'était le meilleur compliment que l'on pouvait faire à l'école de chirurgie lyonnaise. La commission d'instruction publique fut hostile à cette conception de l'art de guérir et la proposition n'eut pas de suite.

Il fallait encore attendre six ans pour que la ville de Lyon fut dotée d'un enseignement organisé de la médecine.

(91) *Compte rendu des travaux de l'Académie de Lyon pendant le second semestre de l'an 12*, par M. Delandine, lu dans la séance publique du 3 Fructidor de la même année.

(92) *Rapport fait par L. Vitet, Député du Département du Rhône, au nom de la commission d'instruction publique... sur les écoles spéciales de médecine*. Corps législatif. Conseil des Cinq-Cents. 17 Ventôse an 6.

(93) Marquais. *Rapport au Roi sur l'état actuel de la médecine...*, page 19.

DEUXIEME PARTIE

**LA CREATION DE L'ECOLE SECONDAIRE
DE MEDECINE DE LYON (1819-1821)**

L'inégalité de valeur de l'enseignement médical lyonnais selon la branche considérée devait aboutir à la création de l'Ecole secondaire de Médecine. Cela ne se fit pas sans heurts car trois partis étaient en présence : le Ministre de l'Intérieur et son Préfet du Rhône, l'Université et sa Commission de l'Instruction publique (ou Conseil Royal de l'Instruction publique) et les Hospices civils de Lyon. Ils dépendaient administrativement du Ministre de l'Intérieur mais leur Ecole de médecine allait être placée sous l'autorité de l'Université.

On croit généralement que l'Ecole de Médecine est d'initiative locale : créée par les Hospices lorsqu'ils s'aperçurent de l'état désastreux de l'enseignement de la médecine dans leur sein, elle aurait été acceptée par l'Université dans un second temps (94).

En fait c'est l'Université qui entreprit sa création. Sa tâche ne fut pas facile puisqu'il lui fallut trois ans pour aboutir.

(94) Cf par exemple : Dagier. *Histoire chronologique de l'hôpital général et grand Hôtel-Dieu de Lyon*, page 486.

CHAPITRE PREMIER

1819 — ECHEC DE L'ETABLISSEMENT DES COURS INTERNES DE MEDECINE

L'insuffisance de l'enseignement lyonnais frappa la Commission d'Instruction Publique. Un de ses membres, Royer-Collard, Inspecteur général de l'Université pour les Facultés de Médecine, vint à Lyon, le 30 mars 1819 (95), demander la régularisation des cours de chirurgie (en particulier des cours de clinique externe, moins souvent faits que ceux d'anatomie) et surtout la création de cours de médecine. Il menaça même (96), si sa réclamation n'était pas entendue, de faire refuser par les Facultés la dispense d'études prévue par l'article 29 de l'arrêté du 20 Prairial an 11 aux étudiants qui avaient suivi pendant six ans la pratique des hôpitaux. En effet, pour que cet article fut valable, il fallait qu'il y eut dans ces hôpitaux « une instruction médicale établie ». Celle de Lyon étant loin d'être parfaite, on pouvait très bien décider de ne plus appliquer l'article en question pour les certificats délivrés à Lyon.

Le Conseil général d'administration des Hospices fut donc obligé d'agir ; il demanda l'avis de ses officiers de santé (97) et d'une commission composée de quelques-uns de ses membres.

Il rencontra d'abord l'opposition des chirurgiens : « Ils employent tous les moyens pour empêcher que l'on n'établisse les cours de médecine. Ils s'opposent formellement à ce que les Médecins puissent obtenir aucune influence dans l'administration de la nouvelle école » (98).

(95) Arch. hosp. Registre de copie de lettres (26 mai 1818 - 2 février 1820). Page 231.

(96) Arch. nat. F 17 2306. Lettre de Royer-Collard et Cuvier, membres de la Commission d'Instruction Publique au Ministre de l'Intérieur. 26 avril 1819.

(97) Arch. hosp. Registre de copie de lettres cité, page 156.

(98) Arch. nat. F 17 2306. Lettre de Royer-Collard et Cuvier au Ministre de l'Intérieur. 7 juin 1819.

La commission fut longue à donner sa réponse, sans doute en raison des dissensions causées par le problème à résoudre. Le 29 septembre 1819, de Verna, rapporteur, proposa enfin l'établissement de cours de clinique interne, de pathologie interne et de thérapeutique et matière médicale (99). Les cours seront obligatoires pour les internes et les élèves expectants (100). Les élèves externes qui voudront y assister seront admis gratuitement. Les cours de chirurgie et d'accouchement continueront à être professés.

Il s'agit là d'un règlement pour l'organisation des cours, et non de l'institution d'une véritable Ecole de Médecine. C'est pourquoi le préfet du Rhône, Albert de Lezay-Marnezia, de qui l'on sollicita l'accord (101) refusa d'entériner le projet tel qu'il lui était soumis (102). La décision des Hospices civils resta donc lettre morte.

(99) Arch. hosp. Registre de délibérations du Conseil d'administration, N° 17, page 88. Le texte intégral de l'arrêté a été publié par A. Rochaix, *L'enseignement des sciences médicales et pharmaceutiques...*, page 74.

(100) Voir page 18.

(101) Arch. hosp. Registre de copie de lettres cité, page 231.

(102) Arch. nat. F 17 2306. Lettre du Préfet du Rhône au Baron Capelle, secrétaire général du Ministère de l'Intérieur. 20 juillet 1820.

CHAPITRE II

1820 — ORGANISATION DES ECOLES SECONDAIRES DE MEDECINE DU ROYAUME

Durant l'année 1820, les Hospices civils restèrent sur leurs positions. Ils essayèrent même de gagner le Roi à leurs vues en présentant, le 11 mai, un mémoire au Duc d'Angoulême, neveu de Louis XVIII, « sur l'établissement d'une chaire de médecine à l'Hôtel-Dieu arrêté par délibération du 29 septembre 1819 » (103).

Mais il était un peu tard. Le problème allait évoluer indirectement du fait de l'organisation générale des Ecoles secondaires de Médecine. Elles furent instaurées le 18 mai 1820 par une ordonnance royale plaçant les « cours d'instruction médicale institués dans les hôpitaux » sous l'autorité de l'Université. Cette ordonnance fut complétée le 7 novembre par un arrêté du Conseil Royal de l'Instruction publique organisant l'enseignement et la discipline dans ces Ecoles.

L'enseignement hospitalier lyonnais tombait ainsi, au même titre que les autres, sous la surveillance de l'Université. Selon le Recteur de l'Académie de Lyon, l'Abbé D'Regel, l'arrêté provoqua la consternation au sein du Conseil d'administration (104) : « Ce qui les effarouche surtout, c'est de voir des Professeurs institués par le Conseil Royal ; que par conséquent ils ne pourraient pas congédier comme des valets lorsqu'ils en auraient la fantaisie... » Mot cruel, mais qui montre bien le désir des administrateurs de contrôler l'enseignement.

D'ailleurs ils essayèrent de réagir en adressant, le 20 décembre 1820, un mémoire aux Députés, intitulé : « Notes sur

(103) Arch. hosp. Registre de délibérations du Conseil d'administration N° 17, pages 238 et 247.

(104) Arch. nat. F 17 5152. Lettre du Recteur à un correspondant appelé « Monseigneur ». 13 janvier 1821.

la nécessité d'une école intérieure de Chirurgie et de Médecine dans les grands hôpitaux de Lyon, uniquement soumise à l'autorité de leur administration » (105). Ainsi pour eux l'Ecole doit dépendre des hôpitaux, le temps que les étudiants y passent devant toutefois être validé par les Facultés.

Ainsi l'année 1820 s'achevait sur une tentative de résistance des hôpitaux à l'Université.

(105) Arch. hosp. Registre de copie de lettres (2 février 1820 - 5 septembre 1821), page 165.

CHAPITRE III

1821 — CREATION DE L'ECOLE SECONDAIRE DE MEDECINE DE LYON

La riposte vint rapidement sous la forme d'une décision du Conseil Royal de l'Instruction Publique, en date du 21 janvier 1821, inspirée par le Recteur de l'Académie (106) : les certificats délivrés à Lyon ne seront désormais plus acceptés dans les Facultés pour les dispenses (107). Les Hospices civils étaient dès lors obligés d'en passer par la volonté de l'Université, s'ils ne voulaient pas voir les candidats à l'internat s'éloigner de Lyon et désorganiser ainsi les services.

Une deuxième commission fut donc nommée au sein du Conseil d'administration, puisque le travail de la première n'avait pas abouti. Le rapporteur, Marnas, fit voter, le 23 mai 1821, douze articles pour l'établissement de trois cours de médecine. Il y tenait compte des « observations faites par M. le Recteur de l'Académie au Chirurgien-Major de l'Hôtel-Dieu sur l'enseignement médical qui s'y professe » (108). Il est question ici d'une lettre envoyée le 17 septembre 1820 par l'abbé D'Regel à Janson (109) ; le texte nous en est inconnu.

A la suite de cette décision des Hospices civils, le Conseil Royal de l'Instruction Publique prit un arrêté organisant l'Ecole secondaire de Médecine de Lyon. Cet acte de naissance porte la date du 3 juillet 1821. Il est ainsi rédigé (110) :

(106) Arch. nat. F 17. 5152. Lettre citée de l'abbé D'Regel. 13 janvier 1821.

(107) Arch. nat. F 17. 2306. Extrait des délibérations du Conseil Royal. 27 janvier 1821.

(108) Arch. hosp. Registre de délibérations du Conseil d'administration, N° 18, page 270.

(109) Arch. hosp. Registre de copie de lettres (2 février 1820 - 5 septembre 1821), page 169.

(110) Arch. nat. F 17 2306. Extrait du registre des délibérations du Conseil Royal de l'Instruction Publique. Procès-verbal de la séance du 3 juillet 1821.

« Le Conseil Royal de l'Instruction publique, après s'être concerté avec le Conseil d'administration des hospices de Lyon a arrêté le règlement suivant pour l'école secondaire de cette ville :

Article premier. — Afin de compléter l'enseignement médical dans l'école secondaire de Médecine de l'Hôtel-Dieu de Lyon, il sera créé trois nouveaux cours, savoir : un cours de cours de clinique interne, un cours de pathologie interne, un cours de thérapeutique et de matière médicale.

Art. 2. — Provisoirement, et en attendant qu'il ait été statué par le gouvernement sur le mode de nomination, les professeurs auxquels ces cours doivent être confiés, seront présentés par l'administration des hôpitaux, après un concours public, et institués par le Président du Conseil Royal.

Art. 3. — Les cours dont il s'agit et ceux qui existent déjà dans cette Ecole commenceront le 3 novembre et dureront 10 mois : les professeurs donneront deux leçons par semaine ; les jours et heures des leçons seront fixés par l'administration de concert avec le Recteur.

Les cours seront annoncés avant leur ouverture par des affiches imprimées qui indiqueront les jours, les heures et les noms des professeurs.

Art. 4. — L'administration des hôpitaux de Lyon donnera aux professeurs un traitement fixe dont la qualité sera ultérieurement déterminée ; les suppléants seront nommés suivant la forme indiquée dans l'article 2 et le traitement du Professeur leur sera dévolu dans la proportion du tems pendant lequel ils auront professé.

Art. 5. — Il sera prononcé, chaque année, en présence de l'administration, un discours d'ouverture des cours de médecine ; ce discours sera prononcé alternativement par chacun des professeurs, et sera préalablement présenté à l'approbation de l'administration et au visa de M. le Recteur de l'Académie.

Art. 6. — Les élèves employés dans les hôpitaux seront soumis comme les autres au droit d'inscription, sauf les exemptions qui pourront leur être accordées sur la demande de l'administration des hôpitaux.

Art. 7. — Les élèves à résidence dans les deux hôpitaux et les élèves expectants doivent assister aux cours de Médecine. Ils seront tenus de se faire inscrire chaque année avant le 1^{er} novembre sur un registre particulier tenu par le secrétaire général ; les élèves externes ne seront admis que sur une carte d'entrée signée par l'administrateur de l'Intérieur.

Art. 8. — Les certificats d'assiduité aux cours seront délivrés par les professeurs et visés par l'administration : ils seront également visés ainsi que les certificats d'inscriptions par le Recteur conformément à l'arrêté du 7 novembre 1820.

Art. 9. — Il n'y aura à Lyon qu'une seule Ecole de Médecine organisée et régie par les réglemens communs faits par le Conseil royal mais les cours pourront avoir lieu, les uns à l'Hôtel-Dieu, les autres à l'hôpital de la Charité, suivant les facilités que ces hospices peuvent offrir pour l'enseignement des diverses branches de la Médecine et de la Chirurgie.

Art. 10. — Les Professeurs et les Elèves se conformeront aux mesures d'ordre et de discipline qui sont prescrites par l'ordonnance du 5 juillet 1820, par l'arrêté du Conseil Royal du 7 novembre suivant, ainsi que par les réglemens des hôpitaux. »

Mais il ne suffisait pas que l'Ecole eut une existence officielle ; il fallait encore l'organiser ce qui souleva plusieurs problèmes. L'administration des hôpitaux ne voulut pas de l'application systématique du règlement prévu par l'arrêté du 7 novembre 1820, ce qui lui aurait fait renoncer à ses traditions. Elle demanda et obtint des avantages en ce qui concerne la nomination des professeurs et celle du directeur de l'Ecole.

L'article 2 de l'arrêté du Conseil Royal de l'Instruction publique imposait un concours pour la nomination des professeurs ; mais le Conseil des hospices souhaita que le professeur de clinique interne fût nommé sans concours (111) ; il ne voulait pas d'un professeur étranger au personnel médical de l'Hôtel-Dieu. Ce point de vue parut acceptable au Conseil Royal qui donna son accord le 13 septembre (112) et au Ministre

(111) Arch. hosp. Registre de délibérations du Conseil d'administration N° 19, page 33.

Registre de copie de lettres (2 février 1820 - 5 septembre 1821, page 293.

(112) Arch. nat. F 17 2306. Lettre de Cuvier, Président du Conseil Royal, au Conseil d'administration des hospices. Septembre 1821.

de l'Intérieur qui donna le sien le 22 du même mois (113). Aussi le Conseil d'administration des hospices nomma-t-il, le 26 septembre, Jacques Richard de la Prade, Professeur de clinique interne, et Jacques-Pierre Pointe, suppléant (113). Le Ministre de l'Intérieur confirma ces nominations par arrêté, le 12 octobre suivant.

La place de suppléant avait d'abord été proposée à Lucien Trolliet qui l'avait refusée : « Mon illustre Maître (114), l'administration des hospices de Lyon, vivement sollicitée par le recteur de l'Académie, qui a demandé pour son médecin (115) et au nom de l'Université la Chaire de Médecine clinique, vient de désigner comme candidat M. Richard-Laprade. Plus ancien à l'Hôtel-Dieu que cet estimable collègue, et ayant sur lui l'avantage d'avoir seul professé la Médecine clinique pendant cinq ans, je n'ai pu accepter le titre de suppléant qui m'a été offert. Je viens vous demander de partager avec lui cette chaire, ou la permission de la disputer au concours... » Ainsi ce serait sur l'intervention de l'abbé D'Regel que Richard de la Prade fut préféré à Trolliet. Un mémoire de 1832, rédigé par les Professeurs de l'Ecole secondaire de Médecine (116) déclare (sans mentionner son nom) que Richard de la Prade dut sa nomination « à l'éclat d'un concours antérieur dans lequel il fut nommé premier ». Il s'agit du concours de médecin de l'Hôtel-Dieu du 4 janvier 1816. Mais, Trolliet, comme il le dit lui-même dans sa lettre à Cuvier, était plus ancien : il avait été nommé au concours de décembre 1811.

La nomination de Richard de la Prade déplut au préfet du Rhône, Albert de Lezai-Marnezia (117) qui donna son accord à contre-cœur.

Entre temps avaient eu lieu, non sans incidents, les deux concours pour la nomination des professeurs de pathologie

(113) Arch. hosp. Registre de délibérations du Conseil d'administration, N° 19, page 85.

(114) Arch. nat. F 17 5152. Lettre de Trolliet à Cuvier. 30 septembre 1821.

(115) *Almanach de 1821*, page 200 : « Médecin du Collège Royal de Lyon : Richard de la Prade.

(116) *Mémoire adressé à MM. les membres du Conseil d'administration des hôpitaux de Lyon par les Professeurs de l'Ecole secondaire*. Lyon. Perrin. 1832. Page 16.

(117) La nomination de Richard de la Prade avait été proposée une première fois début septembre 1821, puis « suspendue à raison de l'intervention inattendue de M. le Préfet du Rhône » (Arch. nat. F 17. 5152. Lettre de Cuvier au baron Capelle, 8 septembre 1821).

interne (17, 18 et 19 septembre 1821) et de thérapeutique et matière médicale (24, 25 et 26 septembre 1821). Le Conseil d'administration des hospices avait déjà prévu, le 3 août 1821, la façon dont il nommerait les Professeurs : « Après le rapport du Jury, qui sera formé d'anciens Docteurs, le Conseil d'administration choisira *par la voie du scrutin*, les deux professeurs et les deux suppléants » (118). Cette façon de procéder allait faire d'autres mécontents (119).

Pour le concours de pathologie interne, les membres du jury étaient : Desgranges, Figurey, Parat, Cartier et Mermet (120) donc cinq anciens officiers de santé de l'Hôtel-Dieu. Les candidats étaient : Sénac, Levrat, Desavenières, Brachet, Blanchin (120). A la fin des épreuves, le doyen du jury exprima « les regrets que Messieurs les Jurés éprouvaient d'avoir à prononcer sur des candidats qui n'avaient pas fait preuve de tout le talent qu'on désire rencontrer chez des professeurs » (120). Puis le doyen remit cinq bulletins au Conseil d'administration : par quatre voix contre une, Desavenières était proposé (121). Cependant le scrutin du Conseil fut favorable à Sénac (professeur) et Brachet (adjoint). A l'annonce des résultats, Desavenières se leva pour réclamer la place. Le président lui intima l'ordre de sortir. Dans ces conditions le jury démissionna, refusant de siéger pour le concours de thérapeutique et matière médicale. On nomma donc un second jury : Bellay, Richard de la Prade, Janson, Cliet (122). Ces trois derniers, déjà nommés professeurs à l'Ecole secondaire, n'avaient, selon le recteur, rien à refuser aux administrateurs.

Les candidats à ce deuxième concours étaient : Socquet, Montain le jeune, Ozanam (122), et l'abbé D'Regel rapporte que les deux chirurgiens-majors (Janson et Cliet) votèrent pour Montain le jeune alors que les autres juges lui préférèrent Ozanam (123). L'administration choisit Montain, « médecin

(118) Arch. hosp. Registre de délibérations du Conseil d'administration, N° 19, page 33 ; art. 6.

(119) Ce mode de nomination était habituel pour les concours de médecine d'après les journaux du temps. Les chirurgiens étaient, eux, nommés directement d'après l'avis du Jury.

(120) Arch. hosp. Registre de délibérations du Conseil d'administration, N° 19, page 72.

(121) Arch. nat. F 17. 5152. Lettre du Recteur au Président du Conseil Royal. 19 décembre 1821, et : *Journal de Lyon et du Midi*. 27 et 28 septembre 1821.

(122) Arch. hosp. Registre de délibérations du Conseil d'administration, N° 19, page 80.

d'un des administrateurs... au grand étonnement de toute la ville », faisant d'Ozanam le suppléant. Ce dernier refusa cette place : « Je rougirais d'accepter cet honneur décerné par un jury aussi étrange qu'illégal, tel que celui qui présidait à notre concours » (124). Néanmoins, tous les noms proposés par l'administration, même celui d'Ozanam qui ne professera pas, furent acceptés le 12 octobre 1821 par le Ministre de l'Intérieur (125).

Un autre point donna aussi lieu à des réclamations de la part des Hospices civils. L'article 20 de l'arrêté du 7 novembre 1820 prévoyait la nomination d'un Directeur de l'Ecole secondaire pris parmi les Professeurs. Mais l'administration voulut conserver la surveillance des nouveaux cours ; selon elle, l'article 20 avait été rédigé pour les Ecoles créées en dehors des hôpitaux. Dans le cas de Lyon, il fallait, selon l'esprit de l'arrêté du 3 juillet 1821 « faire concorder les dispositions des règlements universitaires avec les mesures qu'exigeait le régime des hôpitaux » et continuer à subordonner les cours à l'administration (126). Cuvier, Président du Conseil Royal de l'Instruction Publique donna son accord provisoirement (127). Le premier Directeur de l'Ecole, pris parmi les médecins sera Sénac, en 1838. Jusqu'à cette date, un administrateur sera chargé par le Conseil d'administration de surveiller les cours, successivement : Jacquier et Malmazet (128).

Ces questions réglées, il ne restait plus qu'à ouvrir et inaugurer l'Ecole. La cérémonie eut lieu le 14 novembre 1821. Il y eut certainement une nombreuse assistance puisque l'on avait envoyé 550 invitations (129). Le Ministre de l'Intérieur avait confié la présidence de la cérémonie au Préfet ; mais celui-ci, sans doute en raison de son désaccord sur les nominations, s'en déchargea sur le Président du Conseil d'administration des Hospices civils. Le Recteur s'abstint de paraître pour ne

(123) Arch. nat. F 17. 5152. Lettre du Recteur au Président du Conseil Royal. 19 décembre 1821.

(124) Arch. nat. F 17. 5152. Lettre d'Ozanam à la direction Royale de l'Instruction publique. 25 novembre 1821.

(125) Arch. hosp. Registre de délibérations du Conseil d'administration, N° 19, page 85.

(126) Arch. hosp. Registre de copie de lettres (5 septembre 1821 - 8 avril 1823), page 22.

(127) Arch. hosp. Registre cité, page 230.

(128) Almanachs de l'époque.

(129) Arch. hosp. Registre cité, page 34.

pas avoir à parler publiquement de cette substitution (130). Cette absence est curieuse : le principal représentant de l'Université de Lyon bouda l'inauguration d'une Ecole placée sous son autorité.

Selon l'habitude donnée par Marc-Antoine Petit et pour obéir aux règlements, il y eut une leçon publique. Le soin en avait été confié à Jacques Richard de la Prade. Il fit un « *Discours sur l'institution du médecin suivant Hippocrate* » (131). Malgré ce titre, il se fit le champion de la médecine clinique et rendit hommage à Marc-Antoine Petit et Louis-Vincent Cartier pour leur rôle dans la création de l'enseignement chirurgical lyonnais.

Ainsi, après bien des vicissitudes, l'enseignement médical lyonnais était enfin complet. Nous l'abandonnerons au moment où il va prendre son essor (132) et acquérir une réputation justifiée.

(130) Arch. nat. F 17. 5152. Lettre du Recteur au Président du Conseil Royal. 20 novembre 1821.

(131) Lyon. Ballanche, 1822.

(132) Comme le prouve le nombre croissant des inscriptions :

— Pour le premier trimestre de fonctionnement de l'Ecole, au 12 décembre 1821 : 56 inscriptions (Arch. hosp. Registre de délibérations du Conseil d'administration, N° 19, page 168).

— Pour le premier trimestre de l'année 1832 : 140 inscriptions (*Mémoire adressé à MM. les membres du Conseil d'administration des hôpitaux de Lyon par les professeurs de l'Ecole secondaire de Médecine*, mai 1832, page 14).

CONCLUSIONS

Les Collèges de Médecine et de Chirurgie de Lyon avaient disparu pendant la Révolution. Il fallut attendre 1821 et la création de l'Ecole secondaire de Médecine pour que la ville soit à nouveau dotée d'un enseignement officiel de l'art de guérir. Durant la trentaine d'années d'intervalle, il y eut cependant des cours, mais d'inégale valeur.

Ceux de chirurgie et d'anatomie furent les plus brillants. Ils avaient été institués à l'Hôtel-Dieu par Marc-Antoine Petit. Nous avons pu établir que ce célèbre chirurgien ne prit pas son poste le 4 décembre 1793, comme il est habituellement rapporté, mais le 21 avril 1794. Ses successeurs continuèrent son œuvre.

L'art des accouchements fut de même démontré à l'Hôpital de la Charité pendant la période qui nous intéresse. Le fondateur des cours fut Aimé Martin dit « l'ainé ».

Nous avons retrouvé aux archives hospitalières une liasse de certificats donnant une idée de la fréquentation des cours de chirurgie et d'accouchements par les étudiants de l'époque, soit une soixantaine à l'Hôtel-Dieu et une douzaine à la Charité.

Mais, si la clinique externe et l'obstétrique furent enseignées, il n'en fut pas de même de la clinique interne qui était mal connue des étudiants lyonnais. Les diverses tentatives faites, soit au sein des hôpitaux, soit en dehors, pour établir des cours réguliers de médecine furent des échecs pour des motifs d'ailleurs variables. Cette carence est à l'origine de la création de l'Ecole secondaire de Médecine dont l'initiative revient à l'Université. En 1819, celle-ci avait demandé simplement l'établissement de cours de médecine afin de compléter l'enseignement. Mais le 18 mai 1820 parut une ordonnance royale plaçant les cours institués dans les hôpitaux sous l'autorité de l'Université. Celle-ci dota donc Lyon, le 3 juillet 1821, d'une Ecole secondaire de Médecine, contrôlée par le Recteur d'Académie, après avoir décidé de ne plus reconnaître pour

valables les certificats d'études délivrés aux élèves par les hôpitaux lyonnais. Il fallut ensuite nommer des Professeurs. Il n'y eut pas de concours pour la clinique interne. Jacques Richard de la Prade fut nommé directement sur proposition des Hospices Civils. Les concours pour la place de professeur de pathologie interne et celle de professeur de thérapeutique donnèrent lieu à des incidents. On discuta encore la nomination d'un directeur de l'Ecole pris parmi les professeurs. Celle-ci n'interviendra qu'en 1838.

Enfin, le 14 novembre 1821, l'Ecole put s'ouvrir avec 56 inscriptions. Sa célébrité et sa fréquentation n'allaient cesser de croître et de contribuer à la réputation de l'enseignement médical lyonnais dont notre actuelle Faculté est l'héritière.

Vu :

Le Doyen,
J.-F. CIER

Vu :

Le Président de la Thèse,
J.-F. CIER.

Vu et permis d'imprimer : Lyon, le 4 Mai 1965.

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ,
P. LOUIS

BIBLIOGRAPHIE

Almanachs de Lyon. *Passim*.

AMARD (L.-V.-F.). — Traité analytique de la folie et des moyens de la guérir. Lyon, Ballanche, 1807.

Archives départementales du Rhône.

Archives hospitalières. Hôtel-Dieu de Lyon.

Archives municipales. Bibliothèque Municipale de Lyon.

Archives nationales. F. 172306 et F. 175152.

AUBERT (B.). — Mémoires concernant l'organisation de la médecine en France. Aix, Calmen, 1791.

BRION et BELLAY. — Le conservateur de la santé. *Journal d'hygiène et de prophylactique* (10 Ventôse an 7 - 30 Pluviôse an 12). 5 tomes.

Bulletin de Lyon.

24 Germinal an 12.

4 mars 1809.

CARTIER (L.-V.). — Eloge de Marc-Antoine Petit. Lyon, Ballanche, 1811.

— De la médecine interne appliquée aux maladies chirurgicales. Lyon, Barret, 1807.

CHAPPET (E.). — De l'instruction publique à Lyon avant 1789. Enseignement de la médecine et des sciences médicales. Société Nationale d'Education de Lyon. Lyon, Pitrat, 1889.

— L'enseignement de la médecine à Lyon depuis 1789. Annales de la Société Nationale d'Education de Lyon. Lyon, 1893.

Circulaires et instructions officielles relatives à l'instruction publique. Paris, Delalain, 1863.

Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon. Histoire du Grand Hôtel-Dieu de Lyon, des origines à l'année 1900. Lyon, Audin, 1924.

CROZE, COLLY, CARLE, TRILLAT, DELÉAGE. — Histoire de l'hôpital de la Charité de Lyon. Lyon, Audin, 1934.

DAGIER (E.). — Histoire chronologique de l'hôpital et grand Hôtel-Dieu de Lyon, depuis sa fondation, mêlée de faits historiques concernant l'aumône générale et la Ville de Lyon. Lyon, Rusand, 1830 (2 tomes).

DELANDINE (A.-F.). — Compte rendu des travaux de l'Académie de Lyon pendant le second semestre de l'an 12.

- DESAULT (P.-J.). — Cours théorique et pratique de clinique externe, publié par J.-J.-J. Cassius. Paris, Delaplace, 1803 (2 tomes).
- DESGAULTIÈRES (Ph.). — Discours sur les dangers de l'esprit de système dans l'étude et l'exercice de la médecine. Lyon, Reyman, 1806.
- DRIVON (J.). — Les anciens hôpitaux de Lyon. Petits hôpitaux divers. *Lyon, Association typographique*, 1914.
- Miscellanées médicales et historiques. Notes pour servir à l'histoire de la médecine à Lyon. *Lyon, Association typographique*, 1907-1913 (6 séries).
- DUMAS (J.-B.). — Histoire de l'Académie royale de Lyon. Lyon, 1839 (2 tomes).
- DUMESNIL (R.). — Histoire illustrée de la Médecine. Plon, 1950.
- GUIART (J.). — Marc-Antoine Petit (1766-1811). Les biographies médicales, mars 1937, 10^e année, n^o 2.
- L'école médicale lyonnaise. Annales de l'Université de Lyon, troisième série, Médecine, fascicule II, Masson, 1941.
- HERMANN (H.). — Histoire de la Faculté de Médecine. Lyon et la Médecine. Numéro spécial de la *Revue Lyonnaise de Médecine*, 1958, page 217.
- Instruction pour les élèves du cours gratuit d'accouchemens. Lyon, Bruyset, 1786.
- D'IRSAÏ (S.). — Histoire des Universités françaises et étrangères, des origines à nos jours. Paris, Picard, 1933-1935 (2 tomes).
- JONNET (R.). — Marc-Antoine Petit, Vichy et le Mont-Dore, en 1803. Thèse, Lyon, 1960.
- Journal de Lyon et du département du Rhône.*
28 avril 1818.
27 avril 1819.
13 octobre 1820.
- Journal de Lyon et du Midi.*
26 et 27 septembre 1821.
28 septembre 1821.
- Journal politique et littéraire du département du Rhône.*
29 août 1816.
31 août 1816.
3 septembre 1816.
7 septembre 1816.
- LACASSAGNE (J.). — Histoire de l'internat des hôpitaux de Lyon, 1520-1900. Lyon, Audin, 1930.
- Le collège de médecine à Lyon et l'émeute populaire de 1768. Cahiers lyonnais d'histoire de la médecine, 1961, n^o 1, page 3.
- LECHOPIE (A.) et DE RANSE (F.). — Commentaire de la nouvelle loi sur l'exercice de la médecine. Paris, Davy, 1891.

Lettres patentes du Roi en forme de déclaration portant règlement pour le collège royal de chirurgie de la ville de Lyon, données à Versailles le 6 juillet 1775. Paris, Simon, 1775.

MARQUAIS (J.-Th.). — Rapport au Roi sur l'état actuel de la Médecine en France et sur la nécessité d'une réforme dans l'étude et l'exercice de cette Science. Paris, chez l'auteur, 1814.

MARTIN (A.). — Eloge historique de J.-H. Désiré Petetin. Lyon, Ballanche, 1808.

Mémoire adressé à Messieurs les Membres du Conseil d'administration des hôpitaux de Lyon, par les professeurs de l'Ecole secondaire de Médecine. Lyon, Louis Perrin, 1832.

MEYSSONNIER (L.). — Histoire de l'Université de Lyon et du Collège de Médecine faisant partie d'icelle, avec les Privilèges des Professeurs et Docteurs qui y sont agrégez. Lyon, Claude Cayne, 1644.

MIRAILLET (P.). — Un projet lyonnais de réforme médicale sous l'Empire. Cahiers lyonnais d'histoire de la médecine, 1962, n° 4, page 11.

Le Moniteur Universel. *Passim*.

DE MONTHEROT. — Eloge historique de M. L.-V. Cartier, Lyon, 1839.

OLIVIER. — Observations pour le rétablissement de la médecine et des hospices publics, adressées aux Autorités et aux honorables citoyens de Lyon. Lyon 1809.

PARAT (Ph.). — Mémoire sur les moyens de perfectionner les études de l'art de guérir. Lyon, Cutty, SD.

PATEL (M.) et WERTHEIMER. — Lyon dans l'histoire de la chirurgie. Lyon et la Médecine. N° spécial de la *Revue Lyonnaise de Médecine*, 1958, page 325.

PERRIN (M.). — La culture des lettres et les établissements d'instruction à Lyon de l'ère chrétienne à la Révolution. Lyon, Imprimerie de l'Académie, 1892.

PETIT (M.-A.). — Essai sur la Médecine du Cœur. Lyon, Ballanche, 1806.

— Collection d'observations cliniques. Ouvrage posthume publié par A. Lusterbourg et Th. Jobert. Lyon, Amable Leroy, 1815.

PETOURAUD (Ch.). — Quand Marc-Antoine Petit allait prendre les eaux. *Albums du Crocodile*, 1960 (3 tomes).

— Marc-Antoine Petit raconté par lui-même et par ses contemporains. *Albums du Crocodile*, 1962 (3 tomes).

PETREQUIN (J.-E.). — Mélanges de chirurgie. Paris, Baillière, 1845.

— Aperçu historique sur l'enseignement médical à Lyon depuis la restauration des lettres par Charlemagne, 1863.

PEYRAUD (G.). — Eloge de M. le Docteur Pierre-Etienne Martin. Lyon, Perrin, 1847.

POINTE (J.-P.). — Des fistules en général. *Thèse, Paris*, 1812.

— Notice historique sur les médecins du Grand Hôtel-Dieu de Lyon. Lyon, Théodore Pitrat, 1826.

— Lettre historique sur l'enseignement des sciences médicales à Lyon et projet d'établissement d'une Faculté dans la même ville. Paris, Dezauche, 1831.

— Eloge historique de J.-B. Desgranges. Lyon, Barret, 1831.

— Histoire topographique et médicale du Grand Hôtel-Dieu de Lyon. Lyon, Savy, 1842.

— Loisirs médicaux et littéraires pour servir à l'histoire de Lyon, 1844.

— De l'enseignement clinique. Lyon, Boitel, 1850.

— Mélanges de Médecine. Lyon, Vingtrinier, 1861.

POULLAIN-GRANDPREY. — Arrêté relatif à l'ouverture d'une bibliothèque publique et à la conservation des monuments des Sciences et Arts.

Règlement de l'hôpital général et grand Hôtel-Dieu de Lyon. Lyon, Rusand, 1819. (C'est le règlement de 1785, imprimé en 1819.)

Règlements provisoires relatifs à l'exercice de la médecine, de la chirurgie et de la pharmacie, dans le grand Hôpital de Lyon, dit Hôtel-Dieu, ou Notre-Dame de Pitié. Arrêté en Bureau le 31 décembre 1791. 1791.

Règlements de l'hôpital de la Charité de Lyon. Lyon, Cutty, 1808.

Règlement pour l'exercice de la médecine et de la chirurgie à l'hôpital général du grand Hôtel-Dieu de Lyon. Lyon, Cutty, 1816.

Règlement pour l'exercice de la médecine et de la chirurgie à l'hôpital général de la Charité de Lyon. Lyon, Cutty, 1816.

RICHARD DE LA PRADE (J.). — Discours sur l'institution du médecin suivant Hippocrate. Lyon, Ballanche, 1822.

ROCHAIX (A.). — L'enseignement des sciences médicales et pharmaceutiques à Lyon, de 1792 à 1821. *Thèse, Lyon*, 1906, Maloine, éditeur.

ROLAND (R.). — Les médecins et la loi du 19 Ventôse an II. Paris, Rousseau, 1883.

ROUSSET (J.). — Les thèses médicales soutenues à Lyon aux XVII^e et XVIII^e siècles et le collège royal de chirurgie, de 1774 à 1792. Hors commerce.

— Un précurseur de l'organisation actuelle de la médecine : le Docteur Joseph, Ignace, Guillotin. *Cahiers lyonnais d'histoire de la médecine*, 1956, N° 4, page 3.

— Recueil de Documents graphiques concernant l'histoire de la médecine à Lyon. *Cahiers lyonnais d'histoire de la médecine*, 1958, N° 3.

— Les grandes étapes de l'assistance hospitalière lyonnaise. Lyon et la médecine, N° spécial de la *Revue lyonnaise de Médecine*, 1958, page 239.

- ROUSSET (J.). — Les membres des corps enseignants et les hospitaliers de Lyon, docteurs en médecine de Montpellier au XIX^e siècle. *Monspeliensis Hippocrates*, 1959, N° 6, p. 22.
- J.-E. Gilibert, Docteur de Montpellier, homme politique à Lyon pendant la Révolution. *Monspeliensis Hippocrates*, 1962, N° 17, page 11.
- Les médecins lyonnais libéraux sous la Restauration. *Cahiers lyonnais d'histoire de la médecine*, 1963, N° 2, page 15.
- SABATIER (A.). — *Hic et ubique terrarum*. Lyon médical, 1911, pages 202, 241, 295.
- Statuts et règlements du Collège des Médecins de Lyon avec les lettres patentes, arrêts et ordonnances rendus sur iceux. Lyon, Aimé Delaroche, 1756.
- THOURET. — Rapport sur le projet de loi relatif à l'exercice de la médecine. Paris, Imprimerie Nationale, an 11.
- TRENARD (L.). — Histoire sociale des idées. Lyon, de l'encyclopédie au préromantisme, P.U.F., 1958.
- Les idées médicales de Barthez à Récamier. Lyon et la Médecine. N° spécial de la *Revue Lyonnaise de Médecine*, 1958, page 143.
- VERNINAC (R. de). — Description physique et politique de département du Rhône. Lyon, Ballanche, an 9.
- Ville de Lyon. Conseil municipal. Procès-verbaux des séances, 1800-1870. Lyon, Imprimerie Nouvelle (7 tomes).
- VITET (L.). — Instruction pour les élèves du cours gratuit d'accouchemens. Lyon, Bruyset, fils aîné, 1786.
- Rapport fait au nom de la commission d'instruction publique au Corps législatif. Conseil des Cinq-Cents. Séance du 17 Ventôse an 6.

TABLE DES MATIERES

<i>Introduction</i>	11
<i>Première partie.</i> — L'enseignement médical à Lyon de la Révolution à la veille de la création de l'Ecole Secondaire de Médecine (1789-1819)	15
<i>Chapitre premier.</i> — L'enseignement de la chirurgie....	17
§ 1. L'enseignement de la Chirurgie à l'Hôtel-Dieu.	17
§ 2. L'enseignement de la Chirurgie à la Charité....	29
§ 3. L'enseignement privé de la Chirurgie.....	30
<i>Chapitre II.</i> — L'enseignement de l'Obstétrique	33
<i>Chapitre III.</i> — L'enseignement de la Médecine	37
§ 1. L'Institut des Sciences et Arts utiles à la Société	37
§ 2. L'enseignement de la Médecine à l'Hôtel-Dieu..	38
§ 3. L'enseignement de la Médecine à la Charité....	46
§ 4. L'enseignement privé de la Médecine.....	47
§ 5. Les vœux de la Municipalité	48
§ 6. Le vœu du Conseil général	50
§ 7. Les tentatives à l'échelon central.....	51
<i>Deuxième partie.</i> — La création de l'Ecole secondaire de Médecine de Lyon (1819-1821)	53
<i>Chapitre premier.</i> — 1819. Echec de l'établissement des cours internes de médecine	57

<i>Chapitre II.</i> — 1820. Organisation des Ecoles secondaires de Médecine du Royaume	59
<i>Chapitre III.</i> — 1821. Création de l'Ecole secondaire de Médecine de Lyon	61
<i>Conclusions</i>	69
<i>Bibliographie</i>	71

